

ETHNIES  
28  
Documents

# Dépossédés



Les Indiens du Brésil

'Dépossédés. Les Indiens du Brésil' est la traduction de 'Disinherited. Indians in Brazil', publié par Survival International. ISBN 0-946592-11-x

*Ethnies*, Vol. 16 n° 28, printemps 2002, Prix : 12 €

ISSN 0295-9151

ISBN 2-912114-05-5

Hors-série des *Nouvelles de Survival*, n° 7 ISSN 1154-1210 CP 72585

La revue *Ethnies* est publiée par 'Peuples autochtones et développement' en association avec Survival.

Responsable de la publication : Jean-Patrick Razon

Secrétaire de rédaction : Jean-Claude Monod

Equipe éditoriale (version originale) : Fiona Watson, Stephen Corry et Caroline Pearce

Traduction : Simone Dreyfus-Gamelon

Révision-correction : Teresa Cerveau, Dominique Dauzier,

Patrick Menget, Jean-Claude Monod, Jean-Patrick Razon

Rédaction et abonnements

45 rue du Faubourg-du-Temple

75010 Paris

Tél : 01 42 41 47 62

Fax : 01 42 45 34 51

courriel : [ethnies@survivalfrance.org](mailto:ethnies@survivalfrance.org)

Photo de couverture : jeune-fille kayabi © CIMI

© Survival International 2000

© Peuples autochtones et développement et Survival International (France) 2002

pour la version française

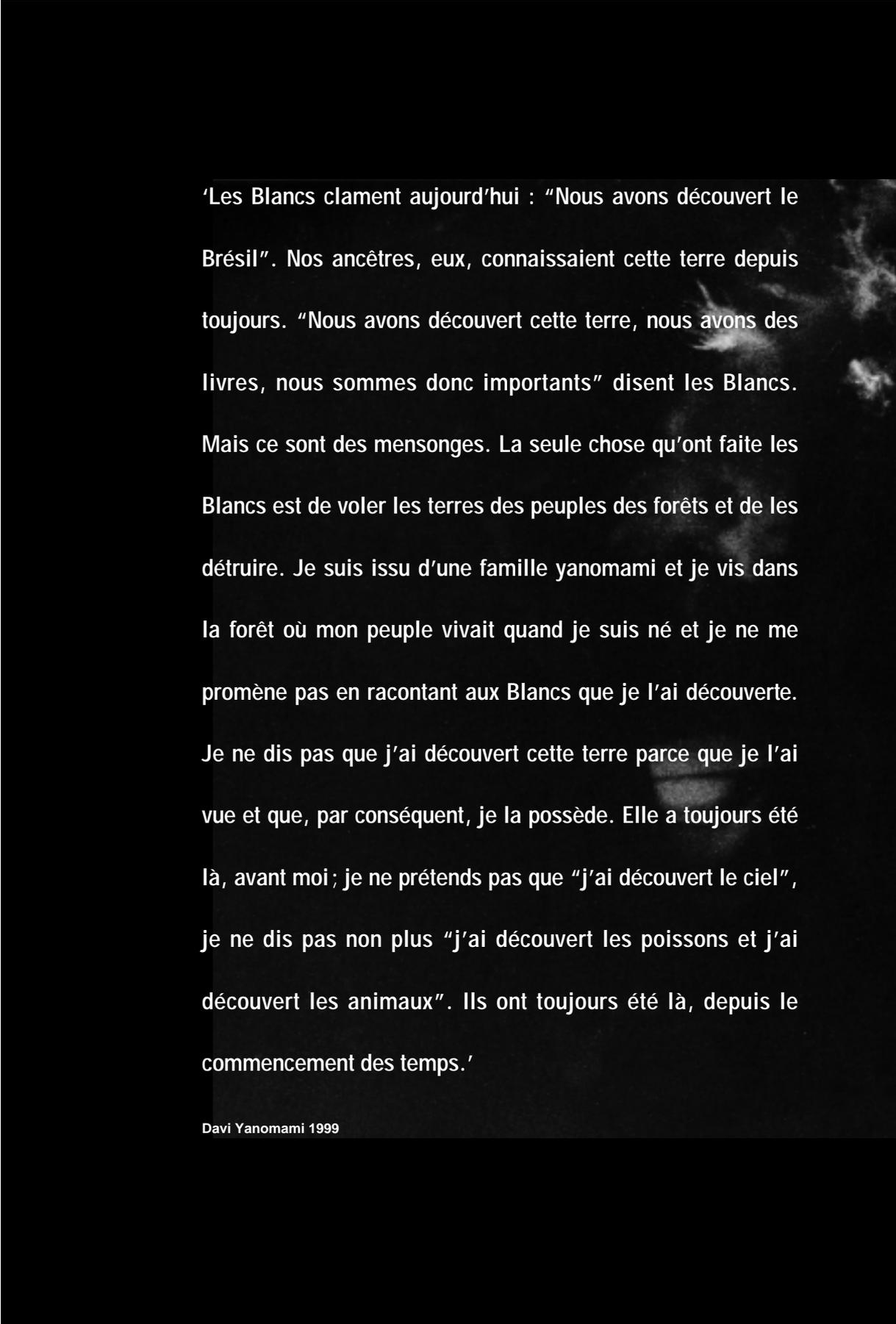
Survival International est une organisation mondiale de soutien aux peuples indigènes. Elle défend leur volonté de décider de leur propre avenir et les aide à garantir leur vie, leurs terres et leurs droits fondamentaux.

Survival International (France) 45 rue du Faubourg-du-Temple

75010 Paris Tél : 01 42 41 47 62 Fax : 01 42 45 34 51

[www.survival-international.org](http://www.survival-international.org)

DÉPOSSÉDÉS  
LES INDIENS DU BRÉSIL

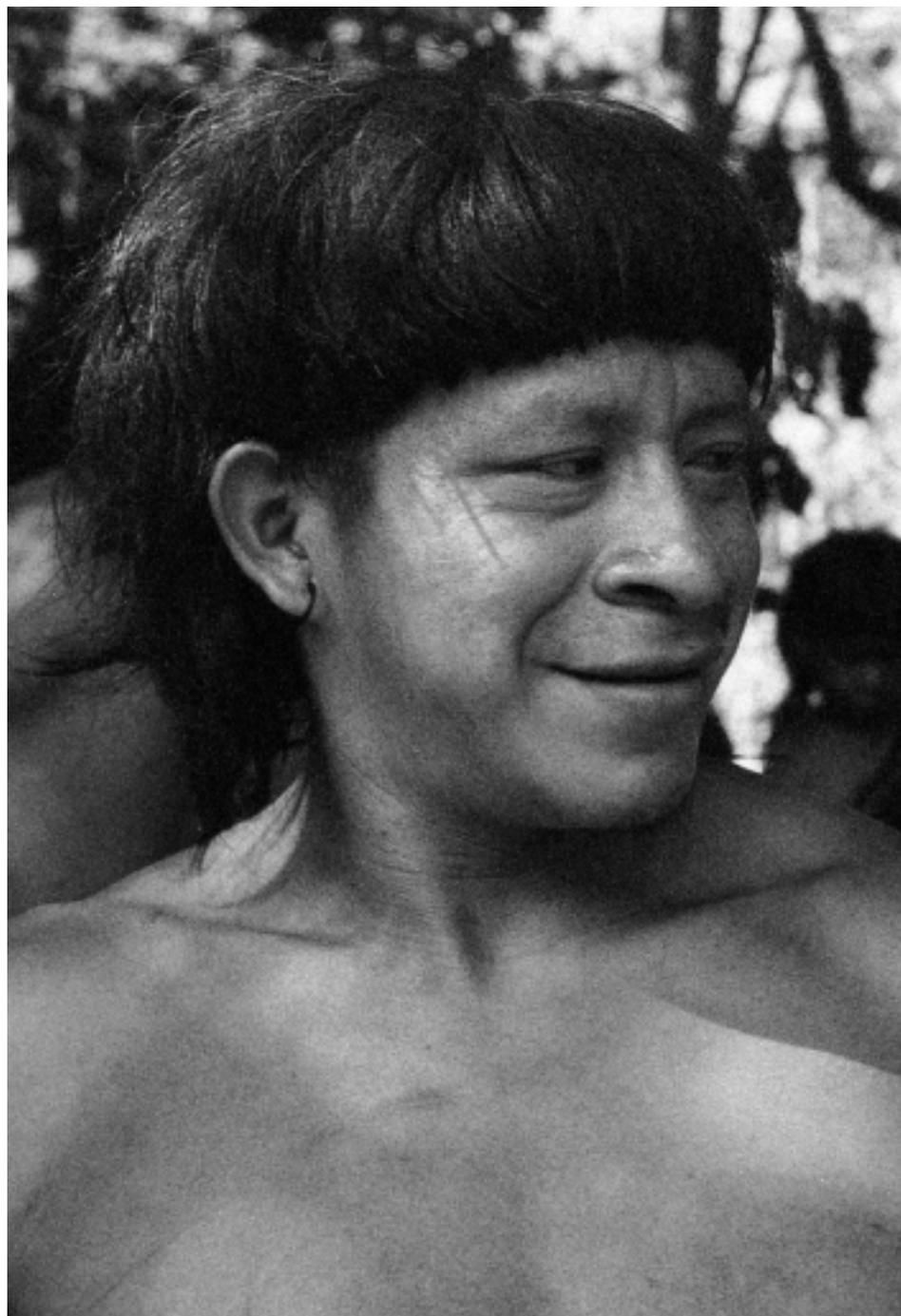


'Les Blancs clament aujourd'hui : "Nous avons découvert le Brésil". Nos ancêtres, eux, connaissaient cette terre depuis toujours. "Nous avons découvert cette terre, nous avons des livres, nous sommes donc importants" disent les Blancs. Mais ce sont des mensonges. La seule chose qu'ont faite les Blancs est de voler les terres des peuples des forêts et de les détruire. Je suis issu d'une famille yanomami et je vis dans la forêt où mon peuple vivait quand je suis né et je ne me promène pas en racontant aux Blancs que je l'ai découverte. Je ne dis pas que j'ai découvert cette terre parce que je l'ai vue et que, par conséquent, je la possède. Elle a toujours été là, avant moi ; je ne prétends pas que "j'ai découvert le ciel", je ne dis pas non plus "j'ai découvert les poissons et j'ai découvert les animaux". Ils ont toujours été là, depuis le commencement des temps.'

Davi Yanomami 1999



**En 1500,  
il y avait plus  
de 1000  
peuples  
indiens  
au Brésil.  
Aujourd'hui, il  
n'en reste  
plus que 215**







'Aujourd'hui mon peuple assiste, impuissant, à l'invasion de sa terre, à la destruction de ses forêts, à l'extermination de son gibier. Son cœur est lacéré par cette arme brutale qu'est la civilisation. Pour les Blancs et les soi-disant 'civilisés', cela peut apparaître comme du romantisme. Mais pas pour mon peuple, pour qui c'est la vie-même.'

# Dépossédés

Les Indiens du Brésil

**215**  
peuples  
distincts

**53**  
groupes  
non  
contactés

**0** terre  
propriété  
des Indiens

## SOMMAIRE

Introduction	11
Carte	19
Le génocide le plus long	21
Indiens isolés	37
En fuite	43
Premier contact	49
Le retour des géants amazoniens	57
La route dévastatrice	65
Génocide	71
Au bord de l'extinction	79
Rien à espérer	85
Chamanisme	95
Contre toute attente	101
Propriété de la terre	105

Dépossédés. Les Indiens du Brésil



Jeune fille araweté

## INTRODUCTION

'Quand vous parlez des six millions de personnes qui furent exterminées dans les camps de concentration, vous connaissez leurs noms et les dates de leur mort. Nous, Indiens, nous nous souvenons de la disparition de près de six millions de nos frères et sœurs mais dans la plupart des cas, nous ne savons rien sur ces massacres. Ce fut une extermination silencieuse et permanente qui continue encore de nos jours.'

Nailton Pataxo, visitant un camp de concentration nazi en Allemagne, 2000.

On estime que cinq millions de personnes vivaient au Brésil lorsque les Européens y débarquèrent en 1500. Cinq siècles de massacres, de tortures, de maladies et d'exploitation ont ravagé cette population indigène. Aujourd'hui le Brésil ne compte plus que 350 000 Indiens : des centaines de tribus ont été exterminées sans laisser de traces. Il s'agit indiscutablement d'un génocide : plus de 93% des Indiens du Brésil ont disparu – les colons européens et leurs descendants sont responsables de la mort de millions d'entre eux – directement ou en leur imposant des conditions d'existence telles qu'elles rendaient leur mort inévitable.

**Les Indiens du Brésil sont considérés comme des mineurs devant la loi ; aucune ethnie n'est légalement propriétaire de la terre**

**Survival a lancé sa campagne en faveur des Indiens du Brésil en 1969**

Actuellement, les Indiens du Brésil constituent des sociétés très diverses, vivant dans des environnements aussi variés que des forêts tropicales humides, des savanes, des forêts d'épineux ou des déserts. Certains ne se distinguent guère de la masse des Brésiliens pauvres. Beaucoup – et parfois en dépit de contacts séculaires intenses – maintiennent toujours une identité distincte. D'autres n'ont aucun contact avec le monde extérieur; le Brésil est probablement le pays où les tribus 'isolées' sont plus nombreuses que partout ailleurs.

Plus de 40 000 chercheurs d'or ont envahi les terres des Yanomami durant 7 ans à partir de 1986, introduisant la malaria et d'autres maladies contre lesquelles les Indiens n'avaient aucune résistance. Près de 20% des Yanomami en moururent. Cette femme fut parmi les malades évacués par avion.



Une telle diversité n'est pas rare en Amérique du Sud. Mais la situation du Brésil est unique pour quatre raisons :

- il y existe un grand nombre de groupes peu contactés donc très vulnérables,

## Introduction



La forêt amazonienne continue à être défrichée et incendiée à une échelle démesurée.

- les droits territoriaux indigènes, bien qu'inscrits dans la législation internationale, ne sont pas reconnus par l'État,
- il y existe une agence gouvernementale pour les affaires indiennes et des fonds pour financer des projets au bénéfice des Indiens,
- pourtant, à quelques exceptions près, les autorités n'ont pas réussi à garantir la protection des Indiens si bien que ceux-ci affrontent à présent leur sixième siècle de génocide.

Le Brésil est le seul pays d'Amérique du Sud qui se soit doté d'une agence gouvernementale chargée des affaires indigènes active et influente : la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). Fondée au début du siècle dernier par un

officier sensible au sort des Indiens, elle est particulièrement chargée de leur assurer aide et protection. Mais elle n'a pu empêcher, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la disparition des sociétés indiennes au rythme moyen d'un groupe tous les deux ans; elle a même, à certaines époques, activement contribué au génocide.

Les gouvernements brésiliens successifs ne sont pas parvenus à mettre fin à cette épouvantable tragédie. De puissants groupes de pression ont toujours œuvré à saper les tentatives de ceux qui, au gouvernement et au sein de la FUNAI, manifestaient de l'intérêt pour la situation des Indiens. Beaucoup d'hommes politiques recueillent des fonds et des votes grâce aux exploitants forestiers et miniers, tandis que d'autres s'enrichissent par le détournement des fonds internationaux pour le 'développement'. Les forces armées ont constamment prétexté de fausses menaces extérieures pour justifier la militarisation des zones frontières – où vivent généralement les Indiens – et accroître ainsi leur propre statut et leur pouvoir. Les sociétés indigènes représentent donc un obstacle pour leurs projets et leurs ambitions. Le plus souvent ces groupes de pression ont gagné à leurs vues les dirigeants politiques et tous les décrets ou lois en faveur des indigènes ont été édulcorés ou abrogés. Chaque fois que les limites d'un territoire indigène ont été formellement cadastrées (on dit 'démarquées' au Brésil) on a tenté de les réduire ou de les annuler.

Durant le dernier demi-siècle, des institutions internationales (presque toutes financées par les contribuables nord-américains et européens) comme la Banque mondiale



Indiens xavante au rassemblement indien de Coroa Vermelha en avril 2000 qui marqua le 500<sup>e</sup> anniversaire du premier débarquement au Brésil. La police antiémeutes ouvrit ensuite le feu sur la marche pacifique, la dispersant avec des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc. Les Indiens qui essayèrent de continuer furent roués de coups.

ont déversé des milliards de dollars sur le pays. L'incessant travail des sympathisants de la cause indienne a veillé à ce qu'une partie (mineure mais se montant tout de même à des millions de dollars) de ces fonds soit attribuée par le gouvernement à la protection des terres indigènes. En outre, le gouvernement brésilien a entrepris de procéder à la démarcation de toutes les terres indigènes à partir de 1993. Mais à l'heure actuelle, un tiers de ces terres n'a pas fait l'objet de démarcation, et les terres démarquées ne sont pas efficacement protégées : ceux qui les envahissent illégalement – et parfois violemment – restent impunis.



'Je suis fière d'appartenir à un peuple distinct, avec sa propre terre, sa propre culture. Je veux que les Blancs reconnaissent la valeur de mon peuple et que celui-ci apprécie sa propre culture. Les Portugais sont venus nous conquérir, ils ont envoyé des gens pour nous tuer et s'emparer de nos terres. Avant eux nous étions autonomes.

Malgré tout, nous avons en nous une grande force. Aujourd'hui, je suis toujours une Indienne; je mourrai en disant que je suis Sateré Mawé.'

Zenilda da Silva Vilacio, Sateré Mawé, 1998.

Même si la 'démarcation' est effectuée et correctement appliquée, elle n'offre qu'une faible protection et non une véritable sécurité. Les sociétés indigènes resteront vulnérables aussi longtemps que le Brésil refusera d'appliquer la législation internationale qui établit leur droit de propriété sur leurs propres terres, législation qu'étrangement le Brésil a formellement ratifiée en 1965 et aussitôt oubliée. C'est un consternant déni de justice – du droit international comme du droit brésilien – qu'au XXI<sup>e</sup> siècle aucun des peuples qui habitent le Brésil depuis au moins 10 000 ans n'en puisse posséder la moindre part.

Si l'on compare cette situation avec celle du Pérou voisin, qui n'a pourtant pas la réputation d'avoir particulièrement bien traité les Indiens, il est évident que le Brésil a de quoi être embarrassé. Le Pérou est un pays très pauvre (près de

deux fois plus pauvre par habitant que le Brésil), il n'a pas, comme le Brésil, reçu d'aide internationale massive pour financer des programmes indigènes et plus d'Indiens amazoniens y vivent qu'au Brésil; mais alors qu'au Brésil les Indiens peuvent au mieux espérer pouvoir utiliser des territoires sans les posséder vraiment, les Indiens du Pérou ont, depuis 1974, reçu de véritables titres de propriété collective à perpétuité. En moyenne, deux communautés indigènes péruviennes obtinrent chaque semaine de tels titres dans les premières années qui suivirent la promulgation de la loi.

Il est vrai que les pires excès de l'histoire brésilienne ont à présent cessé : empoisonnement délibéré de villages entiers, bombardement et mitraillage des maisons collectives situées sur le tracé des routes en construction, massacres d'Indiens par centaines, tout ceci appartient au passé et, espérons-le, ne se reproduira pas. Il est vrai aussi que les scientifiques ne conseillent plus à l'Etat brésilien d'éradiquer les Indiens comme certains le firent dans le passé. Ces trente dernières années, un mouvement de soutien à la cause indienne s'est développé et a pris de l'ampleur jusqu'à se faire entendre de certaines des élites de l'État et de l'Église. Mais le plus important est qu'un mouvement indien a pris racine et donné naissance à de nombreuses organisations revendiquant leurs droits.

Des meurtres d'Indiens sont encore perpétrés dont les auteurs n'ont jamais été poursuivis et des enfants indigènes se suicident dès l'âge de 9 ans, désespérés par le manque de terre et de perspectives d'avenir. Un grand nombre succombe aux maladies mortelles qui résultent de l'invasion

de leurs terres. Ainsi, une épidémie récente de paludisme, répandue par des orpailleurs, a tué plus de 20% des Yanomami en sept ans.

Les groupes récemment contactés sont les plus vulnérables. S'ils parviennent à survivre, ils seront rapidement décimés et devront affronter de terribles souffrances, comme par le passé. La seule solution à long terme – la seule qui garantisse la sécurité des peuples indigènes – est que le gouvernement brésilien s'aligne sur le droit international et reconnaisse une fois pour toutes la propriété des terres indigènes. Son refus de le faire est la démonstration du plus extrême racisme institutionnel; celui-ci est, hélas, tellement intériorisé dans les attitudes brésiliennes que même certains sympathisants de la cause indigène craignent que le fait de soulever la question ne provoque une forte réaction anti-indienne dans les allées du pouvoir.

Ce document ne prétend pas donner une vision d'ensemble de la question indienne au Brésil. Il met l'accent sur un petit nombre de groupes, les plus isolés, les plus vulnérables, en exposant les dangers de leur situation. Il montre qu'ils affrontent un génocide – qui n'est plus intentionnel sans doute, mais qui est bien, de fait, un génocide – comme lors de l'arrivée des premiers Européens il y a cinq cents ans. Un crime aussi odieux ne peut pas être considéré comme 'une affaire intérieure' brésilienne, c'est un crime contre l'humanité – c'est-à-dire contre nous tous et donc l'affaire et la responsabilité de chacun d'entre nous.

# Carte

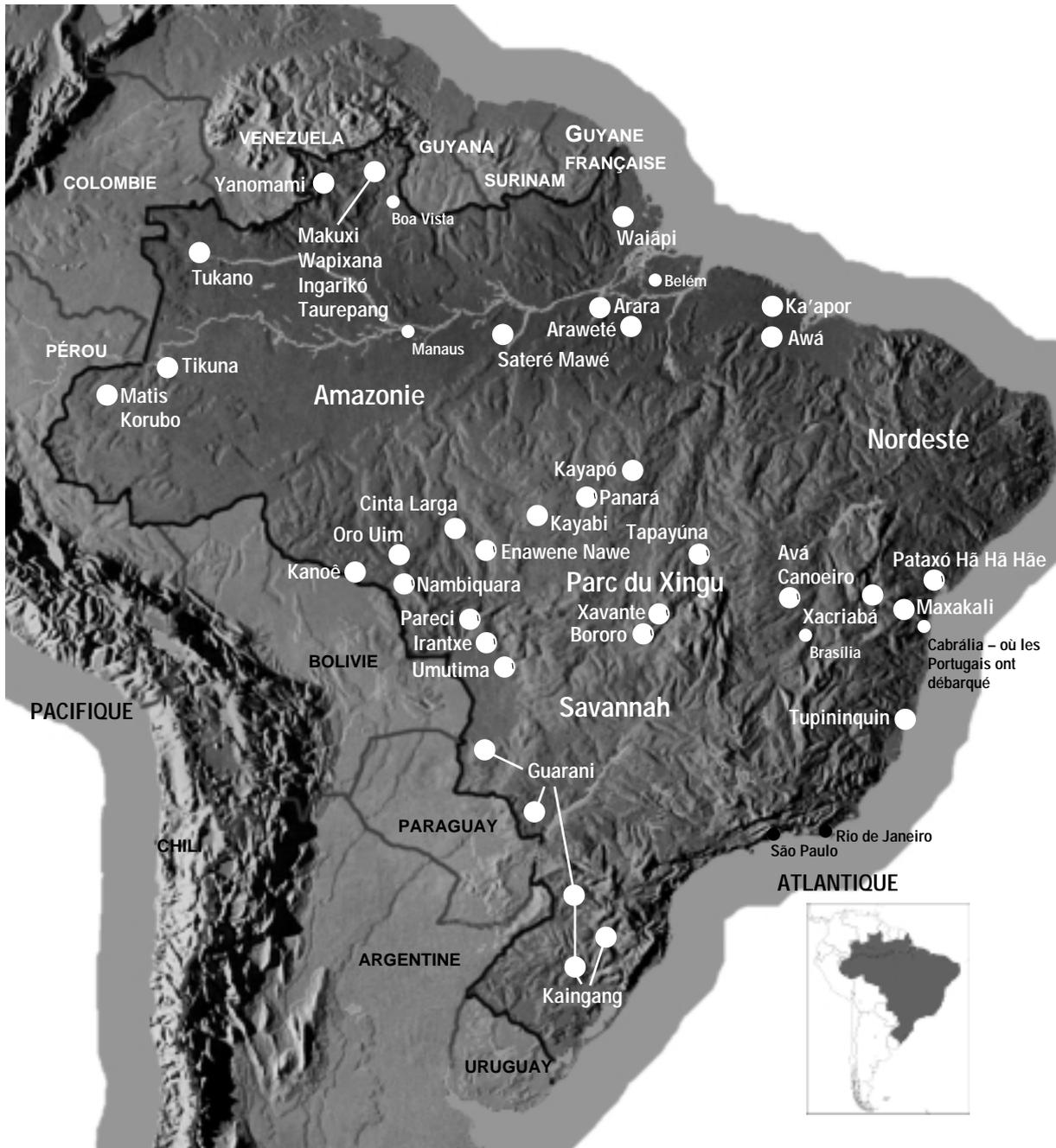
des groupes indiens cités

215 tribus

11% de la superficie du Brésil sont des terres indiennes

Les territoires vont de 9,4 millions d'hectares pour les Yanomami à 9 hectares pour 400 Guarani, à Campestre

0% des terres appartiennent aux Indiens.





Chamane umutima. Une épidémie de rougeole emporta les 75 derniers membres de son village en 1969, après seulement deux générations de contact avec les Blancs. Aujourd'hui, il ne reste plus que 100 Umutima.

# Le génocide le plus long

## Avant 1500

On ne dispose pas de connaissances certaines sur le premier peuplement du Brésil. L'hypothèse couramment admise est qu'il y a trente ou quarante mille ans des chasseurs-cueilleurs traversèrent l'étroite bande de terre qui reliait l'Asie à l'Alaska et que leurs descendants se répandirent peu à peu sur le continent, atteignant le Brésil aux environs de 10 000 ans avant J.-C. Mais des peintures rupestres et des vestiges d'habitat récemment découverts dans l'intérieur aride ont remis en cause cette hypothèse et on en a déduit que certains groupes seraient arrivés en Amérique du Sud, peut-être par mer, plus tôt qu'on ne le pensait, il y a environ 50 000 ans.

**En 1500, il y avait environ 5 millions d'Indiens au Brésil. Aujourd'hui il n'en reste plus que 350 000**

À l'arrivée des Européens, la population du Brésil a été évaluée à 5 ou 6 millions, répartie en au moins 1 000 groupes d'une grande diversité socioculturelle. Des sociétés d'agriculteurs se groupaient en cités dans la plaine alluviale de l'Amazonie, possédaient une riche culture matérielle et étaient capables de mobiliser de puissantes armées. Par ailleurs, des chasseurs-cueilleurs vivaient sur les hauteurs et



propto equos ra pntam mudo d'fca d'opm p'p'ra p'afy do  
b'urwof ra p'p'm'ro d'p'uam ad'p'ra al'p'za l'omou d'p'afu  
m'c'uta d'fca d'opm p'p'ra n'ona que p' ora m'c'fa n'oni  
p'acon) al'p'za m'om l'om'p'cy d'om'p'cy d'p' d'p' d'p'p'  
m'ing'fa m'onta ad'opm al'p'za afy m'om m' m'c'p'p'  
m'od'ra af'p'nd'a que pas b'm' m'ontar p'af'lar s'm'la  
p'p'ur que m'od'ra f'p'p'at' p'p' m'om d'opm al'p'za m'od'p'p'

Page de droite,  
gravure d'une  
famille indienne  
botocudo, vers  
1835.

Renommés pour  
avoir résisté aux  
attaques  
militaires, les  
Botocudo se  
révoltèrent  
contre les  
missionnaires  
capucins qui les  
avaient forcés à  
vivre dans des  
villages fixes et  
qui les avaient  
séparés de leurs  
enfants. De  
nombreux  
Indiens furent  
tués par l'armée  
appelée en  
renfort et 400  
autres  
moururent peu  
après d'une  
épidémie de  
rougeole.

'Sir,... le commandant de votre flotte et autres capitaines écrivent à Votre Majesté au sujet de la découverte de vos nouvelles terres.'

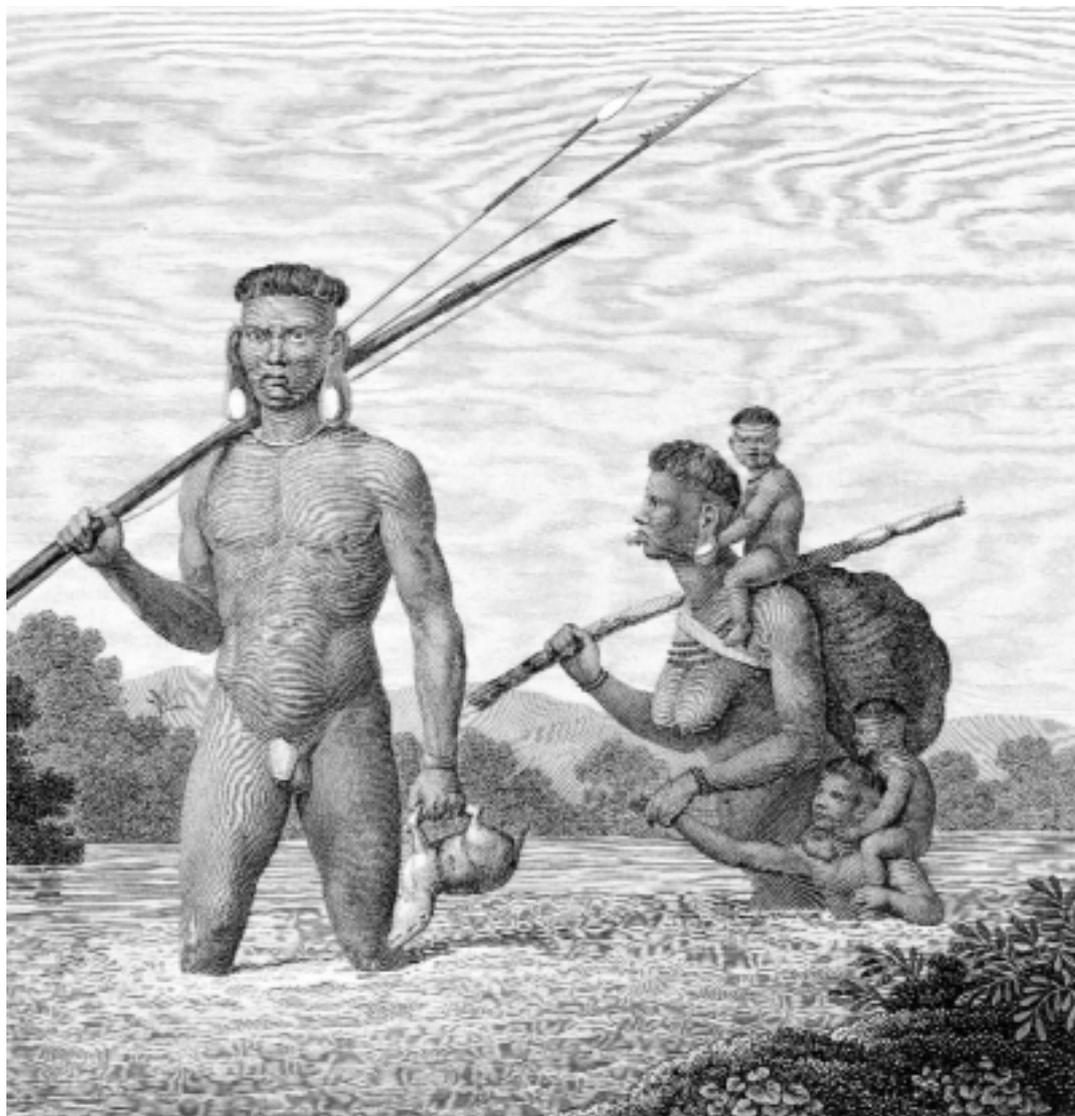
Lettre de Pêro Vaz de Caminha à Dom Manuel, roi du Portugal, 1<sup>er</sup> mai 1500.

les zones interfluviales, probablement plus mobiles, peut-être nomades comme le sont les chasseurs-cueilleurs contemporains.

### 1500-1900

La première rencontre avec les Européens eut lieu le 22 avril 1500 sur le territoire des Tupininquin qui étaient alors plusieurs dizaines de milliers et sont aujourd'hui réduits à moins d'un millier de personnes. L'échange d'un chapeau contre une coiffe de plumes marqua le début d'un processus qui exterminera les Indiens par millions. Le premier contact fut raisonnablement amical, caractérisé par le commerce et la fascination exercée sur les Européens par l'«exotisme» des Indiens, dont certains furent emmenés en Europe comme des curiosités. De nombreux écrivains et philosophes européens, tels Montaigne et plus tard Rousseau, furent inspirés par l'apparence de liberté et d'authenticité des Indiens et leurs écrits furent à l'origine du mythe (toujours actuel) du 'bon sauvage'.

## Le génocide le plus long



'Les injustices et les tyrannies subies par les Indiens de ces régions dépassent de loin celles qui sont pratiquées en Afrique. En l'espace de 40 ans, plus de deux millions d'Indiens de la côte et de l'intérieur du pays sont morts et plus de 500 localités indiennes aussi vastes que nos villes ont été détruites sans qu'aucune punition n'ait été infligée pour cela.'

Antonio Vieira, prêtre jésuite, 1657

'Le travail (dans les plantations de canne à sucre) est intolérable. Beaucoup d'esclaves meurent... les propriétaires commettent tant de pêchés'.

Fernão Cardim,  
prêtre jésuite, 1584



Mais l'attitude des Européens sur place fut de plus en plus hostile. Leur relation avec les indigènes fut bientôt dictée par la puissance de leurs armes et leur avidité à amasser des richesses matérielles – une ambition déroutante pour la plupart des autochtones. Portugais et autres Européens commencèrent à piller le pays, des milliers d'Indiens furent réduits en esclavage et au travail forcé par leurs nouveaux maîtres. Des tribus entières furent exterminées par suite des horreurs de l'esclavage et des milliers d'individus périrent de maladies contre lesquelles ils n'avaient pas de défenses immunitaires. À partir du XVII<sup>e</sup> siècle, si peu d'Indiens survivaient sur la côte qu'on importa des esclaves africains pour travailler dans les plantations de canne à sucre. Quoique l'esclavage des Indiens fût finalement aboli en 1755 et celui des Noirs en 1888, la pratique continua ouvertement jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et se perpétua en Amazonie où les habitants furent, durant le 'boom' du caoutchouc, sauvagement exploités jusqu'aux années 1920

par ceux qu'on surnomma 'les barons du caoutchouc'. La servitude pour dette, forme déguisée d'esclavage, était courante jusqu'aux années 1970 et il en existe encore des cas aujourd'hui, par exemple chez les Indiens guarani ou xacriabá, ouvriers agricoles dans les plantations.

En 1609, le roi Philippe II du Portugal proclama 'la pleine liberté' des Indiens tout en les déclarant 'mineurs légaux', ce qui les privait de tous les droits légaux dont jouissent les adultes, déni dont ils sont encore aujourd'hui victimes. Pendant des siècles, ils furent ainsi 'confiés' à différentes autorités, d'abord les missionnaires puis les fonctionnaires du gouvernement colonial dont les tentatives pour les regrouper, les assimiler, les convertir ou les exploiter, les

## NOMS INDIENS

En dépit de la domination de la société brésilienne par les descendants des Portugais et autres colons européens, les noms indigènes se retrouvent partout. Montagnes, fleuves et sites comme la baie de Guanabara à Rio de Janeiro ont des noms indiens. Manaus, la capitale de l'État d'Amazonas, porte le nom des Manoa, aujourd'hui éteints, qui vivaient là. Les grandes chutes d'Iguaçu ('les grandes eaux') et le stade de football de Maracana ('grande clameur' et le nom d'une espèce de perroquet) à Rio de Janeiro ont des noms tupi guarani.

La langue tupi, une des principales langues indigènes du Brésil, a eu une influence importante et durable sur la langue nationale et la terminologie du pays. Les premiers Européens l'adaptèrent pour échanger avec les tribus de cette langue, créant un langage de communication, qui se répandit dans tout le Brésil et devint la *lingua geral* (la langue générale), encore parlée par des populations amazoniennes aujourd'hui. De nombreux mammifères, oiseaux, poissons portent des noms indigènes; on donnera comme exemples : 'caïman' nom carib de l'alligator, 'hamac' mot taïno des Grandes Antilles, 'tapioca' mot tupi signifiant 'résidu pressé'.



Indiens kayapó. À Altamira, en 1989, ils protestèrent contre le projet gouvernemental de construction de barrages hydroélectriques sur le fleuve Xingu. Leur protestation suscita un soutien international massif et le projet fut finalement suspendu. Si la construction des barrages avait été entreprise, une grande partie de leur territoire aurait été inondée.

## LE MASSACRE DES CINTAS LARGAS

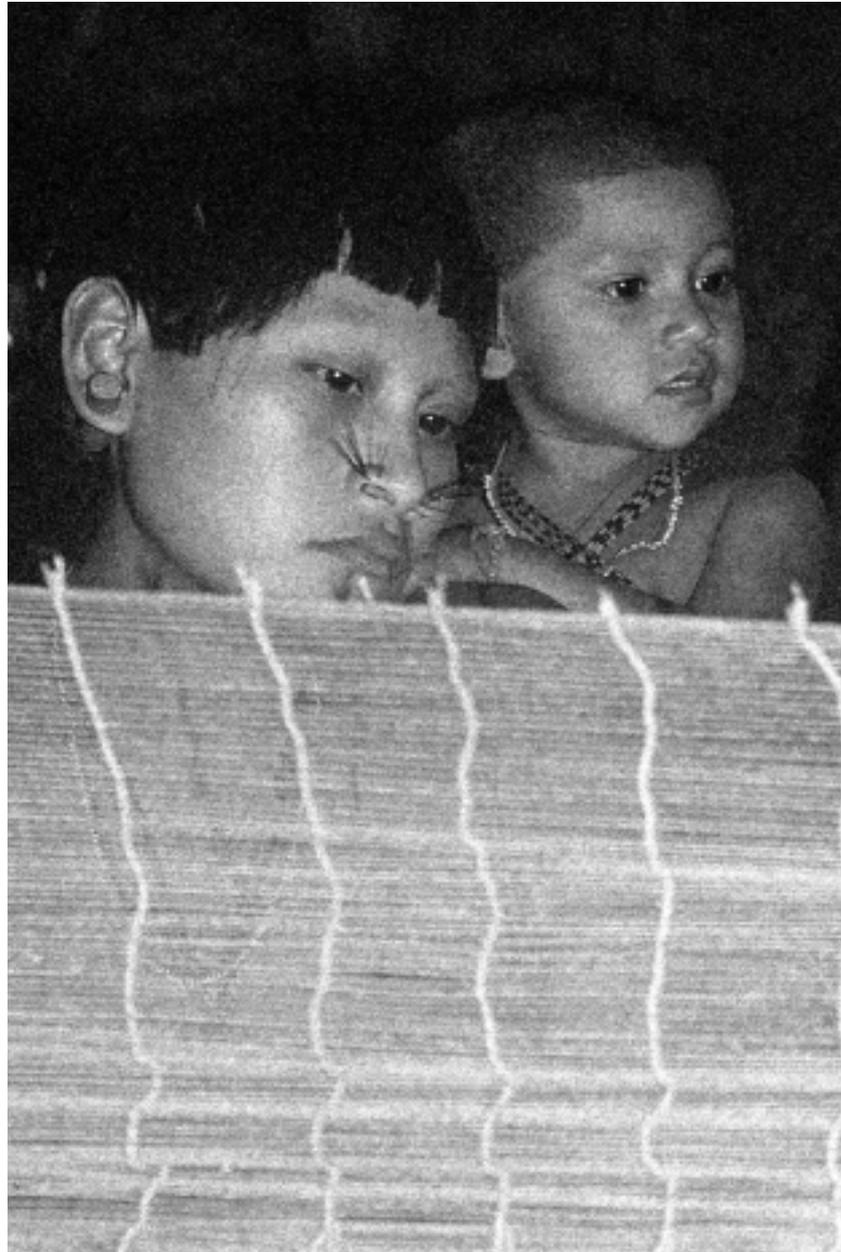
Les Indiens connus sous le nom de 'Cintas Largas' (larges ceintures en portugais) ont souffert de nombreuses attaques aussi haineuses qu'abominables de la part des collecteurs de caoutchouc entre les années 1920 et 1960. Le 'massacre du 11<sup>e</sup> parallèle', resté fameux, eut lieu en 1963 à la source de la rivière Aripuanã, où la société Arruda, Junqueira & Cie, collectait le caoutchouc. Le dirigeant de la société, Antonio Mascarenhas Junqueira avait planifié le massacre, accusant les Cintas Largas d'empêcher ses activités commerciales : 'Ces Indiens sont des parasites, c'est une honte. Il est temps d'en finir avec eux, il est temps d'éliminer ce fléau, liquidons ces vagabonds'.

Il loua un petit avion pour survoler un village cinta larga sur lequel des bâtons de dynamite furent largués. Plus tard, des tueurs revinrent à pied pour achever les survivants ; ils tirèrent en pleine tête sur un bébé au sein, pendirent la mère par les pieds et la coupèrent en deux. Au cours du procès de l'un des accusés, le juge déclara : 'Nous n'avons jamais vu un cas d'une telle violence, d'une telle ignominie, tant d'égoïsme et de sauvagerie et tant de mépris de la vie humaine.'

En 1975, l'un des assassins, José Duarte de Prado, fut condamné à 10 ans d'emprisonnement mais amnistié la même année. Durant le procès, il avait déclaré : 'C'est bien de tuer les Indiens, ils sont paresseux et sournois'.

Ils ont affronté les chiens, les chaînes, les Winchester, les pistolets mitrailleurs, le napalm, l'arsenic, les vêtements contaminés à la variole, les faux certificats, l'expulsion, la déportation, les routes, les barbelés, les incendies, les pesticides, le bétail, les décrets et le déni de leurs droits.'

Darcy Ribeiro,  
anthropologue  
et sénateur brésilien,  
1981



Femme et enfant matis

conduisirent au désespoir et à la mort. Des milliers d'Indiens furent éliminés par les épidémies et beaucoup d'autres moururent épuisés par le travail forcé.

Durant toute cette histoire d'exploitation et d'agressions, les Indiens du Brésil résistèrent et luttèrent pour défendre leurs terres et leurs droits ou fuirent vers l'intérieur pour échapper à leurs oppresseurs. Certaines révoltes violentes furent victorieuses et aboutirent à des affrontements de grande envergure avec les forces coloniales, certains peuples résistèrent plus efficacement en employant des tactiques de guérilla. Mais la supériorité en nombre et en armes des colons face à des Indiens souvent affaiblis par les maladies, leur donnait finalement le dessus.

## 1900

La cause indigène eut ses héros au sein même de l'administration. Cândido Mariano da Silva Rondon fut le fondateur, en 1910, et le premier chef du Service de Protection des Indiens (SPI) gouvernemental. Étant lui-même l'arrière petit-fils d'un Indien bororo, ses intentions étaient incontestablement bonnes. Cependant, l'organisation qu'il dirigeait, avec un objectif d'assimilation des Indiens dans la société 'globale', se révéla désastreuse pour eux. Les fonds manquèrent et aux idéalistes comme Rondon succédèrent des bureaucrates incompétents, hostiles aux autochtones et parfois corrompus. Les abus de toutes sortes ne furent pas sanctionnés et l'échec du SPI à fournir une assistance médicale aux tribus vulnérables et à leur assurer une protection adéquate a provoqué, chez les Indiens, de nombreuses victimes.

## 1940-1960

De la fin des années 1940 jusqu'au début des années 1960, le SPI a traversé de bonnes périodes, mais un mouvement pro-indien plus efficace fut favorisé par le travail des frères Villas Bôas. Éprouvant du respect et de l'admiration pour les sociétés indigènes avec lesquelles ils étaient en contact, ils œuvrèrent plus pour leur protection que pour promouvoir leurs droits et leur autodétermination. Dans les années 1950, ils contribuèrent à l'établissement du Parc national du Xingu, considéré à l'époque comme un projet radical qui devait faire des émules. Dans ce 'havre de paix' indien se fixèrent 16 tribus dont certaines échangèrent leurs terres ancestrales à l'extérieur du Parc contre la sécurité et la santé à l'intérieur. Il est facile de critiquer, maintenant, le paternalisme de cette réalisation où les Indiens n'eurent pas le choix; à l'époque peu de gens étaient prêts à se dresser en faveur des Indiens du Brésil et les frères Villas Bôas prirent des risques personnels considérables. Ils pensaient que leur politique de contact et de relocalisation des tribus menacées était la seule alternative à l'intégration à laquelle ils étaient totalement opposés : 'Intégrer, pacifier et acculturer sont des expressions absurdes, peut-être même criminelles. La politique d'intégration a été désastreuse.'

En 1967, l'achèvement du rapport Figueiredo sur le traitement infligé aux Indiens du Brésil montra l'ampleur véritable des actions 'criminelles' dont ils étaient victimes. Les 5 000 pages du document constituaient un catalogue d'atrocités : meurtres de masse, torture, guerre bactériologique, esclavage, abus sexuels, vols et manque de soins, en particulier durant les sept années précédentes. On sut

**'Du feu et de l'épée à l'arsenic et aux balles – la civilisation a conduit six millions d'Indiens à l'extinction.'**

*Sunday Times*, 1968.



Cet article de Norman Lewis a ouvert la voie à la fondation de Survival International peu après sa publication.

que la variole avait été délibérément inoculée aux Indiens pataxó, que les Tapayúna (Beijos de Pau) avaient été empoisonnés à l'arsenic et à l'insecticide, que les propriétaires terriens donnaient de l'alcool aux Maxacali et les faisaient abattre par leurs tireurs quand ils étaient en état d'ébriété. L'auteur du rapport comparait les souffrances des Indiens à celles infligées dans les camps de concentration nazis et concluait que 80 tribus avaient complètement disparu. Le SPI a été tenu responsable d'avoir laissé se produire toutes ces exactions et la disparition de tribus entières.

L'enquête judiciaire lancée à la suite du rapport conduisit à inculper de plus de mille crimes 134 fonctionnaires gouvernementaux. 38 furent révoqués, pas un n'alla en prison. Le rapport ne fut jamais rendu public; peu de gens

même y eurent accès, hors des sphères gouvernementales et plusieurs années après sa publication il brûla dans un mystérieux incendie de bureaux du gouvernement. Cependant, il avait suscité au Brésil des clameurs d'indignation qui se répercutèrent dans le monde. Le journal britannique *Sunday Times* envoya l'écrivain Norman Lewis faire une enquête. Son article 'Génocide' choqua l'opinion publique et entraîna la fondation de Survival International en 1969. Durant les trois années suivantes des missions de la Croix-Rouge, de Survival International et de la Société pour la Protection des Aborigènes visitèrent des douzaines de tribus; la publication de leurs témoignages attira l'attention internationale sur la situation des Indiens du Brésil.

Le SPI, discrédité, fut remplacé, en 1967, par la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) qui est toujours chargée des affaires indigènes. En manque perpétuel de fonds et bureaucratifiée à outrance, elle est souvent affaiblie – voire contrôlée – par des hommes politiques et des fonctionnaires anti-indiens. L'un de ses anciens présidents traitait les Indiens de 'kystes ethniques' que 'le Brésil ne tolérera pas au sein de ses frontières'; d'autres, comme Romero Jucá, furent accusés de passer des contrats illégaux d'extraction de bois sur les terres indiennes.

#### Les années 1970-1990

L'objectif explicite de la FUNAI était d' 'intégrer' les Indiens, qu'ils le veuillent ou non. Entre temps, les grands programmes de construction des routes et de développement ouvraient l'Amazonie, pour des raisons en partie

économiques, en partie politiques : le surpeuplement du nord-est et du sud brésiliens y créait des tensions que le gouvernement tenta de soulager en envoyant des colons en Amazonie. L'armée exigeait aussi un accès aux zones frontalières pour se défendre des menaces attribuées à des voisins moins puissants. L'afflux des colons augmenta les maladies. Les Indiens furent de nouveau chassés de leurs terres, cette fois pour laisser place à l'installation des barrages, des mines, des routes et des fermes d'élevage.

Durant les années 1970, des Indiens, de plus en plus conscients que leur expérience de la violence et de la discrimination était partagée par d'autres dans tout le pays, commencèrent à s'unir pour revendiquer leurs droits. La première assemblée indigène nationale se tint en 1977 et la première organisation indienne du Brésil, l'Union des nations indiennes (UNI) fut fondée en 1980. Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement déclara qu'il ne la soutiendrait pas, ni même ne l'autoriserait : 'Les Indiens ne jouissent pas de pleins droits civils, une telle entité serait illégale car ils sont considérés comme des mineurs'. Mais le mouvement des droits indigènes refusa de se taire. À présent il existe plus d'une centaine d'organisations indigènes locales et nationales et de nouvelles sont constamment créées. Leurs tailles et leurs modes d'organisation sont très variables. La plupart d'entre elles, en Amazonie, sont membres d'une coordination, la COIAB.

Il y a, au Brésil, de nombreuses organisations non-indiennes de soutien, dont certaines ont été créées par des missionnaires, des anthropologues ou des experts des questions indigènes. Les plus anciennes sont le Conseil indien

## ÉMANCIPATION

En 1981, le gouvernement brésilien imagina un nouveau plan pour dépouiller les Indiens de leurs terres. En l'espace de dix jours, le département des affaires indigènes élaborait des critères d'indianité dans un document qui établissait que les Indiens avaient 'des caractéristiques biologiques, psychiques, et culturelles indésirables'.

Les critères d'indianité étaient fondés sur des caractéristiques physiques et biologiques. Les individus définis comme 'indiens' continuaient à être privés de nombreux droits sociaux et politiques. Mais ceux qui n'étaient pas 'indiens' d'après ces critères, notamment tous ceux qui parlaient le portugais, seraient 'émancipés', c'est-à-dire ne seraient plus considérés comme mineurs devant la loi mais perdraient tout droit de vivre sur les terres indigènes et de les utiliser.

Les protestations furent rapides. Daniel Cabixi, un Indien pareil, déclara : 'Cette émancipation est une arme mortelle qui nous ôte toute chance et tous les moyens que nous avons de protester contre les violations de nos droits.' Un évêque brésilien qualifia le projet d'émancipation d'acte raffiné de génocide'.

Survival lança une campagne internationale. En France, de nombreuses personnalités s'y associèrent, dont le professeur Claude Lévi-Strauss. Devant les milliers de protestations au Brésil et à l'étranger, le gouvernement dut faire marche arrière.

## PRISONS

La FUNAI créa sa propre prison (restée secrète pendant des années) décrite par un ancien employé comme 'un camp de concentration'. Les Indiens rebelles et opposés à l'agence y étaient envoyés et soumis au travail forcé. Elle n'eut jamais beaucoup de détenus et ferma au bout de quelques années.

La prison a aussi été employée à la formation de jeunes gens pour une 'milice indienne', force gouvernementale créée par le Service de protection des Indiens (SPI) dont les membres, auxquels on avait inculqué la 'discipline militaire', devaient retourner dans les villages indiens et y semer la terreur. En 1974, au bout de 8 ans de protestations, la milice indienne fut dissoute.

missionnaire (CIMI) fondé par des missionnaires catholiques pro-Indiens et la Commission Pro-Yanomami (CCPY) fondée entre autres par Claudia Andujar et Bruce Albert (actuellement vice-président de Survival-France) qui obtint la reconnaissance des terres yanomami en 1992. On citera encore l'Institut socio-environnemental (ISA), le Centre de travail indigéniste (CTI), la Commission pro-indienne de São Paulo (CPI-SP) et l'Opération Amazônia Nativa (OPAN).

#### 2000 – sixième siècle de génocide

Cependant la violence et les mauvais traitements contre les Indiens continuent. Par exemple, récemment, les Pataxó Hã Hã Hãe ont été stérilisés de force, des Tikuna ont été massacrés par des forestiers lors d'une réunion, et des Indiens isolés sont fréquemment tués par balle ou mutilés. Aujourd'hui les peuples indigènes résistent et ont de fidèles alliés mais ils sont toujours en butte aux attaques et à la persécution des colons et des groupes qui convoitent leurs terres à tout prix; le gouvernement les considère toujours comme des mineurs et refuse de leur reconnaître la propriété de leurs terres; enfin, ils sont victimes des stéréotypes du monde extérieur, pour qui ils demeurent soit des êtres exotiques à exhiber, soit des héros de l'écologie, soit des primitifs arriérés.

Une femme de l'unique groupe korubo contacté.

Son peuple a subi de nombreuses attaques violentes durant ces dernières années et leurs terres sont de plus en plus menacées par les exploitants forestiers. La majorité des Korubo vivent isolés dans la vallée du Javari.



# Indiens isolés

On estime qu'actuellement il existe au moins 70 peuples non contactés dans le monde. La grande majorité d'entre eux – probablement plus de 50 – vivent au Brésil. Ces populations isolées vont de ceux qui, comme les Akuntsu et les Kanoê, ne sont probablement que quelques douzaines, aux Korubo et aux Awá qui seraient de 100 à 200.

Ce que signifie en réalité être 'isolés' au XXI<sup>e</sup> siècle est assez compliqué. Certains Indiens peuvent n'avoir jamais eu de contacts avec les Brésiliens, blancs ou noirs, mais ont certainement eu des contacts, au moins dans le passé, avec des groupes voisins. D'autres ont dû avoir des contacts avec des colons, il y a peut-être des siècles : certains de ces Indiens 'isolés' sont en fait de petits groupes détachés de plus grands groupes, dont certains membres vivent parmi les non-Indiens, souvent dans des postes gouvernementaux dits 'd'attraction'. Se maintenir hors de tout contact n'est pas facile, se replier dans des régions éloignées est le résultat d'une décision délibérée pour échapper aux nouvelles maladies, aux Blancs armés, aux coupeurs de bois, aux chasseurs d'esclaves ou aux missionnaires.

Même quand des groupes restent 'cachés' – quelquefois pendant des siècles – ils sont régulièrement en contact visuel avec les autres et, lorsqu'ils le peuvent, s'approprient leurs biens de consommation. Ils peuvent aussi en venir à tuer, si nécessaire : à un groupe dont la connaissance des

**Il y a au moins 50 groupes d'Indiens non encore contactés au Brésil, plus que partout ailleurs dans le monde**



Un Indien korubo qui vient d'être contacté regarde, à travers l'objectif de l'appareil de photo, un Matis, membre de la mission de prise de contact. Depuis, ces Korubo sont restés dans la forêt et sont ainsi protégés des maladies.

gens de l'extérieur se limite aux meurtres perpétrés par des hommes puissamment armés, l'approche d'un Blanc évoque à juste titre une menace mortelle. Mais, dans la plupart des cas, les groupes isolés sont accueillants avec ceux qui les approchent de manière pacifique; l'agression aurait plutôt tendance à venir des Blancs.

La plupart des populations isolées du Brésil vivent dans la forêt amazonienne, sont nomades ou semi-nomades, très mobiles pour éviter le contact. Pour beaucoup ce n'est pas leur mode de vie 'traditionnel': les Awá, par exemple, étaient autrefois des agriculteurs sédentaires qui ont choisi la fuite permanente pour échapper aux attaques continuelles des Blancs.

Tous les peuples isolés ont une connaissance raffinée et détaillée de leur milieu naturel, nécessaire à leur survie.

## POISONS

Dans toute l'Amérique du Sud, les peuples indigènes ont développé l'usage des poisons naturels pour la chasse. Le curare, par exemple, est obtenu à partir de plusieurs plantes dont l'écorce est bouillie et étendue sur la pointe d'une flèche ou d'un dard. Ces poisons sont de puissants relaxants musculaires, paralysent la proie mais ne rendent pas la chair impropre à la consommation. Certaines espèces de grenouilles procurent aussi des poisons.

En Amazonie, plus de 30 espèces végétales différentes sont utilisées comme 'poisons' de pêche. Elles sont battues, écrasées et répandues dans un cours d'eau à la période des basses eaux. La substance toxique non assimilée étourdit les poissons (en diminuant la teneur de l'eau en oxygène) qui montent à la surface et sont facilement attrapés à la main. Ceux qui ne sont pas pris récupèrent vite et se sauvent.



Indien matis préparant le dard d'une sarbacane en enveloppant de coton l'une des extrémités qui servira de volant. Les sarbacanes, qui peuvent mesurer jusqu'à trois mètres, sont des armes très précises, utilisées pour chasser les singes et les oiseaux.

Afin de diminuer le risque d'attirer les colons, ils s'établissent souvent sur des terres isolées, peu attirantes et peu fertiles. Leur survie y est donc plus difficile.

La FUNAI s'est dotée, en 1988, d'une unité chargée du contact avec les Indiens isolés. Sa politique actuelle est de n'intervenir que lorsque les menaces sont graves, comme dans le cas des Korubo, contactés dans l'ouest amazonien en 1996, et sur le point d'être massacrés par les coupeurs de bois. Dans une autre région, et en suivant cette politique, la FUNAI a délimité une zone, Massacó, avant de prendre contact avec ses habitants indigènes. Sydney Possuelo, responsable de l'unité des Indiens isolés à la FUNAI, a qualifié ce cadastrage de 'mémorable... C'est le premier territoire "démarqué" au Brésil alors que nous ne savons rien du groupe (qui y vit), ni son nom, ni sa langue, ni combien ils sont. Le plus important n'est pas de les connaître ou de les étudier, c'est de garantir leur survie'.

110 langues  
indiennes du  
Brésil ont  
chacune  
moins de 400  
locuteurs

Mais les peuples isolés du Brésil sont toujours les plus vulnérables – outre les invasions brutales, ils sont à la merci de tous les dangers du contact. Alors qu'ils savent parfaitement comment survivre dans la forêt ou dans la savane, ils ne savent pas défendre leurs droits contre de puissants intérêts. Survival mène campagne pour la reconnaissance et la protection d'urgence des droits de propriété territoriale de tous les peuples indigènes isolés du Brésil.



Un groupe de chasseurs awá et leur gibier : tortues, agoutis et oiseaux.



# En fuite

## LES AWÁ

Les Awá (appelés Guajá par les autres Indiens et les Brésiliens non indiens) sont l'une des rares tribus de chasseurs-cueilleurs nomades du Brésil. On ne connaît pas leur nombre; 250 d'entre eux, précédemment contactés, vivent maintenant dans quatre territoires indigènes dont celui qui se trouve à proximité de la ligne de chemin de fer Carajas. La FUNAI estime qu'environ 100 Awá non contactés nomadisent encore. On rapporte régulièrement leurs incursions près des villes ou leurs raids pour se procurer de la nourriture dans les plantations. Leur habitat traditionnel est situé dans les forêts dévastées de l'Amazonie orientale et est de plus en plus menacé par les projets de développement industriel.

Il est prouvé que les Awá pratiquaient autrefois l'horticulture qu'ils furent forcés d'abandonner (au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle) pour adopter une vie nomade en raison de l'invasion de colons blancs et des maladies que ceux-ci leur transmettaient. De nombreux Awá succombèrent aux épidémies et aux violences des colons. Ils se fractionnèrent en petits groupes de 20 à 30 personnes, afin de pouvoir s'échapper plus facilement, le nomadisme leur offrant les meilleures chances de survie. Les nomades actuels sont très mobiles, allant de campement en campement, transportant des braises pour conserver le feu.

Rapatia et Hoyerera, un couple awá, ont survécu avec leur bébé à un massacre. Les autres membres de leur groupe ont été tués. Cette photo fut prise deux jours après qu'ils eurent été contactés par une équipe gouvernementale en 1992



**'La destruction des Indiens d'Amérique constitue de loin le génocide le plus massif de toute l'histoire du monde.'**

David E. Stannard,  
historien, 1992

Au cours de ces cinquante dernières années, la persécution qu'ils subirent fut pire encore que celle qui les obligea jadis à devenir nomades. Beaucoup de groupes ont été victimes d'extermination systématique de la part des éleveurs et des colons. En 1979 par exemple, sept Awá furent empoisonnés par de l'insecticide mêlé à de la farine 'offerte' par des éleveurs. Sur le haut Turiaçu, beaucoup d'Awá moururent, au début des années 1970, de l'épidémie de grippe transmise par l'équipe gouvernementale chargée de les contacter.

La plupart des Awá qui ont été contactés – ou qui ne le sont pas encore – sont les survivants d’horribles massacres qui les ont marqués, physiquement et moralement. L’incroyable histoire d’un de leurs survivants, Karapiru, illustre leur capacité de résistance. En 1988, dans une petite ville de l’ouest de l’État de Bahia, des habitants remarquèrent que leurs animaux avaient été touchés par des flèches. Quelque temps après, à seulement 3 km de la ville, un fermier aperçut un Indien marchant seul portant des flèches, une machette, des récipients à eau et un morceau de porc fumé. Il le suivit et l’Indien, le voyant, déposa sur le sol tous ses objets, un à un. Les deux hommes échangèrent des saluts, l’Indien suivit le fermier jusqu’au village et s’installa chez une famille pour qui il ramassa du bois et nourrit les porcs.

**Les Awá sont  
devenus  
nomades pour  
fuir les colons  
blancs qui  
envahissaient  
leur terre**

Comme la nouvelle sur cet Indien ‘inconnu’ se répandit, des anthropologues intrigués vinrent lui rendre visite. Ils constatèrent qu’il parlait une langue de la famille tupi et supposèrent qu’il appartenait au groupe Avá Canoeiro; mais quand la FUNAI l’emmena à la capitale et le mit en présence des membres de ce groupe, il ne put communiquer avec eux. La FUNAI organisa alors la venue à Brasilia d’un jeune Awá. Non seulement les deux hommes purent se parler mais Karapiru reconnut son propre fils, Tiramucum, qu’il croyait mort depuis 13 ans. Ils avaient été séparés vers 1975, quand Karapiru et sa famille avaient été attaqués par des éleveurs. Le garçon, Tiramucum, fut blessé et enlevé par les assaillants. Plusieurs années passèrent avant que la FUNAI ne l’emmenât dans le poste établi pour contacter les Awá. Karapiru et sa fille Korain survécurent à l’attaque et s’enfuirent. Peu après, Korain mourut de ses blessures et

pendant 12 ans Karapiru vécut seul, guettant silencieusement les Blancs en les évitant. Il dormait dans les arbres et parlait tout seul. Durant son exil solitaire il parcourut près de 650 km jusqu'à Bahia.

En 1992, il eut la joie de pouvoir rejoindre son frère qui venait d'être contacté par la FUNAI; il vit maintenant avec sa nouvelle femme, Manimi, et leur fille Makriankwa au village awá de Tiracambú.

Les Awá sont toujours menacés et risquent de subir le même genre d'attaque dont a souffert la famille de Karapiru. Le gigantesque projet industriel Carajas de construction de barrages, de chemins de fer, de routes et d'exploitation de mines, financé par la Banque mondiale et l'Union européenne, se développe sur leurs terres et amène des vagues successives de colons, de forestiers et de mineurs. Bien que la Banque mondiale ait imposé, comme condition à l'octroi de son prêt, en 1982, que toutes les



terres indigènes soient démarquées, les autorités n'ont rien fait pour protéger les Awá encore isolés. Les Awá survivants, traumatisés, ont plus que jamais besoin de leurs terres pour survivre.

## L'HISTOIRE DE KARAPIRU

telle qu'elle nous a été racontée en 2000

'Après le massacre, je me suis retrouvé seul survivant de ma famille. J'ai pu échapper aux Blancs et je me suis caché dans la forêt. Ils ont tué ma mère, mes frères, mes sœurs et ma femme. J'ai survécu en m'arrangeant toujours pour échapper aux éleveurs. J'ai marché longtemps, longtemps, toujours caché dans la forêt. J'avais très faim, c'était très difficile de survivre. Je mangeais de petits



oiseaux. Plus tard, quand je suis arrivé loin de l'endroit où le massacre avait eu lieu, j'ai commencé à voler des animaux aux Blancs, ici ou là, mais il fallait toujours que je m'enfuisse. Je mangeais du miel. J'ai trouvé une machette et je l'ai toujours emportée avec moi, c'était une arme, elle m'aidait aussi à prendre les rayons de miel.

J'avais reçu une balle lors du massacre, j'ai beaucoup souffert parce que je ne pouvais mettre aucun remède sur mon dos; je ne pouvais pas voir ma blessure, c'est une chance que je m'en sois tiré – c'est grâce à Tupã (esprit). J'ai passé des jours à errer avec cette douleur, saignant, avec le plomb dans le dos. Je ne sais pas comment les insectes ne se sont pas introduits dans la plaie. Mais je me suis arrangé pour échapper aux Blancs.

J'ai passé beaucoup de temps en forêt, affamé et pourchassé par les éleveurs. Je courais toujours, tout seul. Je n'avais pas de famille pour m'aider, pour causer. Je me suis enfoncé de plus en plus dans la forêt. Je ne pourrais pas vous dire maintenant où je suis allé; c'était très triste et je n'aime pas me rappeler ce qui m'est arrivé parfois, quand j'étais dans la forêt. Je me sens bien ici, avec les autres Awá, après tant d'années, j'ai retrouvé mon fils. J'espère que ma fille, en grandissant, n'affrontera pas les mêmes difficultés que moi. J'espère que tout sera meilleur pour elle. J'espère que ce qui m'est arrivé ne lui arrivera jamais. J'espère qu'elle sera en bonne santé, j'espère que pour elle ce ne sera pas comme de mon temps.'



Cadeaux déposés par une équipe gouvernementale de prise de contact afin d'attirer un groupe de Panará. Les couteaux sont très appréciés par les groupes d'Indiens isolés car ils sont bien plus efficaces que les outils de pierre.

# Premier contact

Le contact est le plus grand danger auquel est confronté un groupe isolé. Il est fréquent (et cela depuis longtemps) de voir la population chuter de plus de 50% après une rencontre avec des non Indiens. Par exemple, les Mëbêngôkre (un groupe kayapó) sont passés de 350 à 85 dans les six premiers mois de leur contact en 1936. 80% des Panará furent anéantis en 10 ans de contact au début des années 1970. Les Kabixi et les Marawá sont parmi ceux qui disparurent totalement. Il y a d'innombrables histoires semblables, certaines demeurent inconnues, un groupe étant souvent liquidé avant qu'on ait pu connaître son existence ou même son nom.

Une importante cause de mortalité due au contact est l'introduction de nouvelles maladies comme le paludisme (probablement inconnu en Amérique avant la Conquête et n'affectant toujours pas certaines régions très éloignées) et de simples infections comme la grippe contre laquelle les Indiens n'ont pas développé d'immunité. Sous le coup de ces maladies – nouvelles et inconnues des guérisseurs indigènes qui n'ont pas de remèdes contre elles – les malades ne peuvent ni chasser ni récolter et la faim, l'affaiblissement s'installent inévitablement. La rencontre

brutale avec une multitude de gens qui paraissent déterminés à s'emparer de leurs terres, qui possèdent des techniques et des armes d'une force inimaginable crée un choc psychologique qui vient s'ajouter aux maladies.

Durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, inspiré par l'idée raciste que les Indiens étaient 'primitifs' et que le contact était 'bon pour eux' qu'ils le veuillent ou non, le Brésil, seul parmi les pays amazoniens, a organisé de telles opérations. Pendant parfois plusieurs années, des fonctionnaires spécialisés et des pisteurs parcouraient le territoire d'une tribu isolée et déposaient des cadeaux, couteaux ou marmites que les Indiens non contactés ramassaient. Peu à peu une relation de confiance s'établissait, les Blancs laissant de plus en plus de présents et les Indiens répondant par des objets à eux. Une fois le contact amical instauré, les cadeaux cessaient. L'échec des équipes de contact à apporter un soutien médical aux Indiens vulnérables les a laissés ravagés par la maladie, malgré les risques connus. À ce stade, le groupe était mis à l'écart de la zone de développement.

Bina est à moitié matis et à moitié korubo, il vient de la vallée du Javari, près de la frontière péruvienne. Il a été mis en contact avec une de ces expéditions quand il était petit garçon. Il a raconté son histoire à Survival en 1996 :

'La première chose dont je me souviens est l'avion qui survola notre village. Il largua des machettes, des haches et des couvertures. Il revint un autre jour et il largua encore des choses. Je me rappelle que nous fabriquions alors du poison de chasse. L'avion disparut et je n'avais aucune idée de ce que c'était. Alors la FUNAI est arrivée. Elle est venue

## Premier contact



Souvent les villages d'Indiens isolés sont d'abord repérés par avion. La localisation de ce village panará prit, au début des années 1970, plusieurs années

'Un jour nous aperçûmes un étrange animal volant au dessus de notre maison. Il s'agissait d'un très grand scarabée qui transportait beaucoup de gens. Mais ils ne nous ressemblaient pas, c'était des gens différents de nous. Ce gigantesque scarabée était arrivé pour nous dominer.'

Orlando Macuxi, 1996



Un village panará photographié par l'équipe de Villas Bôas quand ils survolèrent



**'Il faudra  
en avoir  
fini avec  
les Indiens  
d'ici**

**l'an 2000.'**  
Hélio Jaguaribe,  
ex-ministre,  
1994

la région dans leur tentative pour contacter les Indiens au début des années 1970.

sur notre sentier et a suspendu dans les arbres des couteaux et des casseroles. D'abord nous avions peur des Blancs parce qu'ils voulaient toujours nous tuer. Aussi j'ai couru dans la forêt. Plus tard nous sommes allés vers le camp de la FUNAI et ça a été notre premier contact. Ils nous ont donné des haches et des machettes et nous avons pris deux chiens. Puis nous sommes rentrés au village et avons tout raconté. Nous sommes retournés et beaucoup de femmes sont venues avec nous. J'ai essayé de parler avec les Blancs mais ils ne comprenaient pas. Mais nous avons contracté des maladies dans leur camp et tout le monde s'est sauvé en forêt. Nous avons attrapé la pneumonie et beaucoup de gens en sont morts. Les maladies ont frappé tout le monde et maintenant nous n'avons plus de chamane.'

Le contact avec les Matis eut lieu en 1978 et en tua rapidement plus de la moitié. Ils cessèrent d'accomplir leurs cérémonies et, comme tous les Indiens souffrant du traumatisme du premier contact, ils ne firent plus d'enfants. En 1983, il ne restait plus que 87 survivants.

À partir des années 1970, après avoir été témoins de tant de tragédies et de tant de morts chez ceux qui leur avaient fait confiance et qu'ils étaient venus secourir, certains des meilleurs spécialistes brésiliens refusèrent de continuer les expéditions déclarant qu'ils en avaient assez de 'creuser leurs tombes'. Cette politique de contact n'est plus mise en œuvre désormais que lorsque les Indiens sont déjà en danger.

En général, la population survivant au contact recommence à croître après 20 ou 30 ans; quelques groupes contactés

## DAVI YANOMAMI AU ROYAUME-UNI

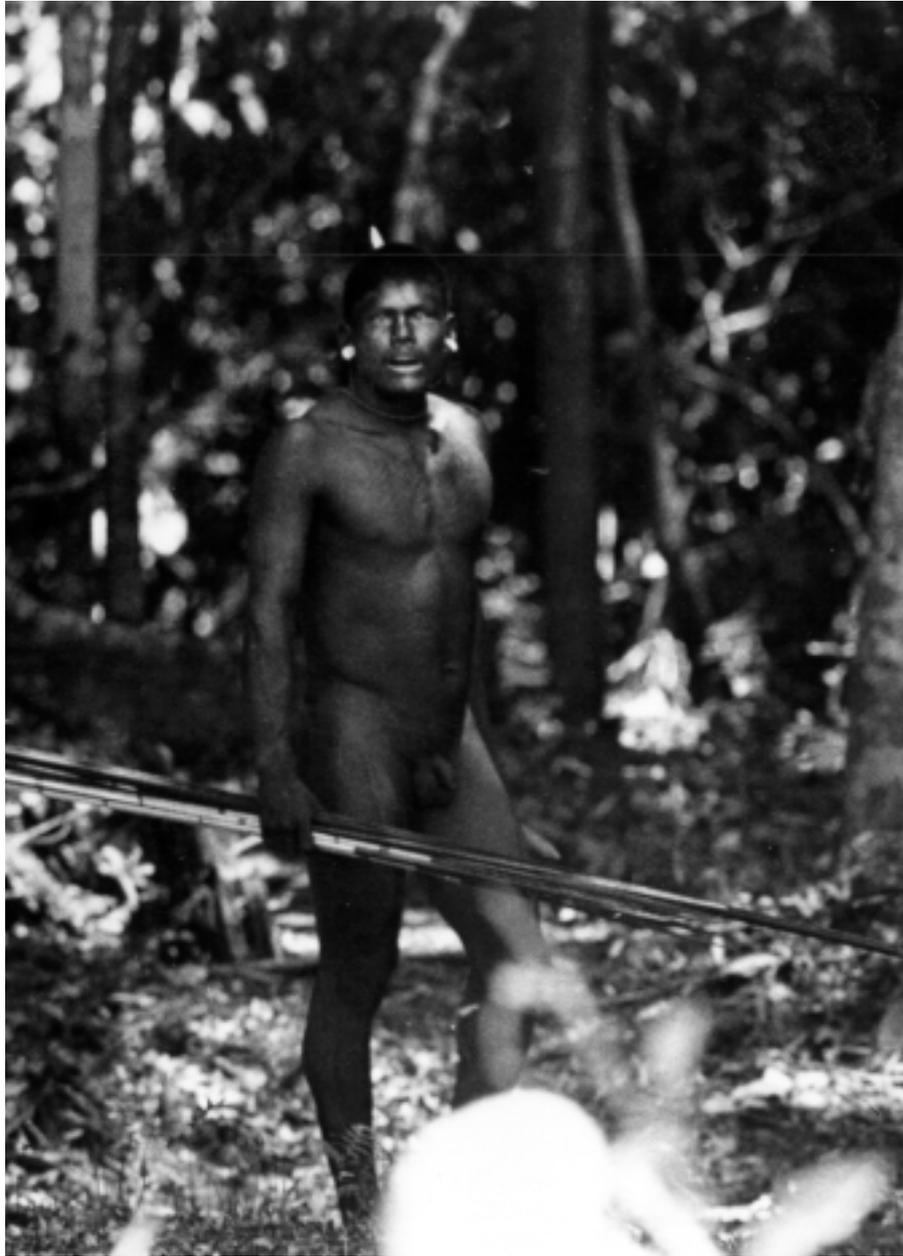
En 1989, le prestigieux 'Right Livelihood Award' connu comme le 'Prix Nobel alternatif' fut attribué à Survival pour son combat en faveur des droits des peuples indigènes. Survival chargea le porte-parole yanomami, Davi Kopenawa, de recevoir le prix en son nom. La visite de Davi en Europe, sa première hors du Brésil, fut très médiatisée et donna une forte impulsion, dans l'arène internationale, à la campagne pour la protection du territoire yanomami. Ce fut certainement un élément décisif pour obtenir l'accord final du gouvernement à la création du parc yanomami trois ans plus tard.

Peu après, Davi nous confia les impressions de son voyage : 'Je me souviens comme tout était étrange, une grande ville, beaucoup de bruit, tant de grands immeubles. La forêt était petite, éparse, toute coupée. Tant de gens! Et le bruit des trains, des voitures. J'étais triste que ce soit tellement pollué.'

J'étais effrayé en Angleterre par tout ce bruit, cette activité, ces conflits, ces vols. Je pense que la terre était belle mais pas les maisons. Tant de gens vivent les uns sur les autres. Un, deux, trois, quatre, cinq étages, comme des guêpes dans un nid de guêpes! Les gens sont si différents; malgré le froid – quel froid!- j'ai apprécié certains endroits. Un lieu très froid d'où les Blancs sont originaires.'

sont aujourd'hui, après deux générations, des sociétés vigoureuses, même s'ils ne connaissent pas beaucoup de problèmes. Ces 'rétablissements' sont impressionnants et encourageants mais ne doivent pas masquer les souffrances épouvantables qu'ont connues et que connaissent encore des milliers d'Indiens décimés ou anéantis par la 'civilisation'.

Des contacts dangereux se produisent toujours dans de nombreuses régions du Brésil. Mais si, comme le recommande Survival, on protège dûment les terres des populations peu contactées, en reconnaissant au mieux leur droit de propriété, elles auront des chances de survie.



Un des premiers Panará à rencontrer l'équipe de contact menée par les frères Villas Bôas, en 1973. La photo a été prise au moment où il apparut sur le bord de la rivière.

# Le retour des géants amazoniens

LES PANARA

Le mythe de la tribu des Panará, ‘géants’ de l’Amazone, est un exemple classique du récit répété un nombre incalculable de fois en Amérique du Sud : une tribu lointaine refoulée dans un territoire toujours plus petit par la colonisation de sa terre, l’inévitable contact avec les Blancs et la mort de maladie du plus grand nombre. Mais l’histoire, cette fois, a pris un tour différent, inattendu et significatif.

Dans les années 1960, une rumeur se répandit dans les bourgades frontalières selon laquelle une tribu de géants inconnus surgissait dans le Brésil central. Les Kayapó, leurs voisins, les appelaient ‘Kren Akrore’ (ceux aux cheveux courts) et les Kayabi, à l’ouest, les ‘Ipeuí’ (ceux aux petits pièges) car quiconque essayait de les suivre après un de leur raid risquait de s’empaler sur des bâtons pointus qu’ils enfouissaient sous les feuilles.

## AMAZONES

Depuis des siècles, beaucoup de récits imaginaires ont couru sur le Brésil et ses populations. L'un des plus anciens, colporté dès le XVI<sup>e</sup> siècle par des voyageurs espagnols, concernait une tribu de farouches femmes guerrières, que certains prétendaient même avoir vues : 'Ces femmes sont très blanches et très grandes, aux longs cheveux enroulés en tresses autour de la tête. Elles sont très robustes, vont nues mais avec leur parties honteuses couvertes, arcs et flèches dans la main, luttant aussi fort que dix hommes.' (Frère Gaspar de Carvajal, 1542). Les Européens les baptisèrent 'Amazones' d'après les guerrières de la mythologie grecque.

Il est probable que les Espagnols aient pris pour des femmes des hommes aux cheveux longs ou portant des jupes de tissu végétal (comme les Yagua). Mais imaginaires ou non, les Amazones ont été immortalisées par le nom du puissant fleuve.

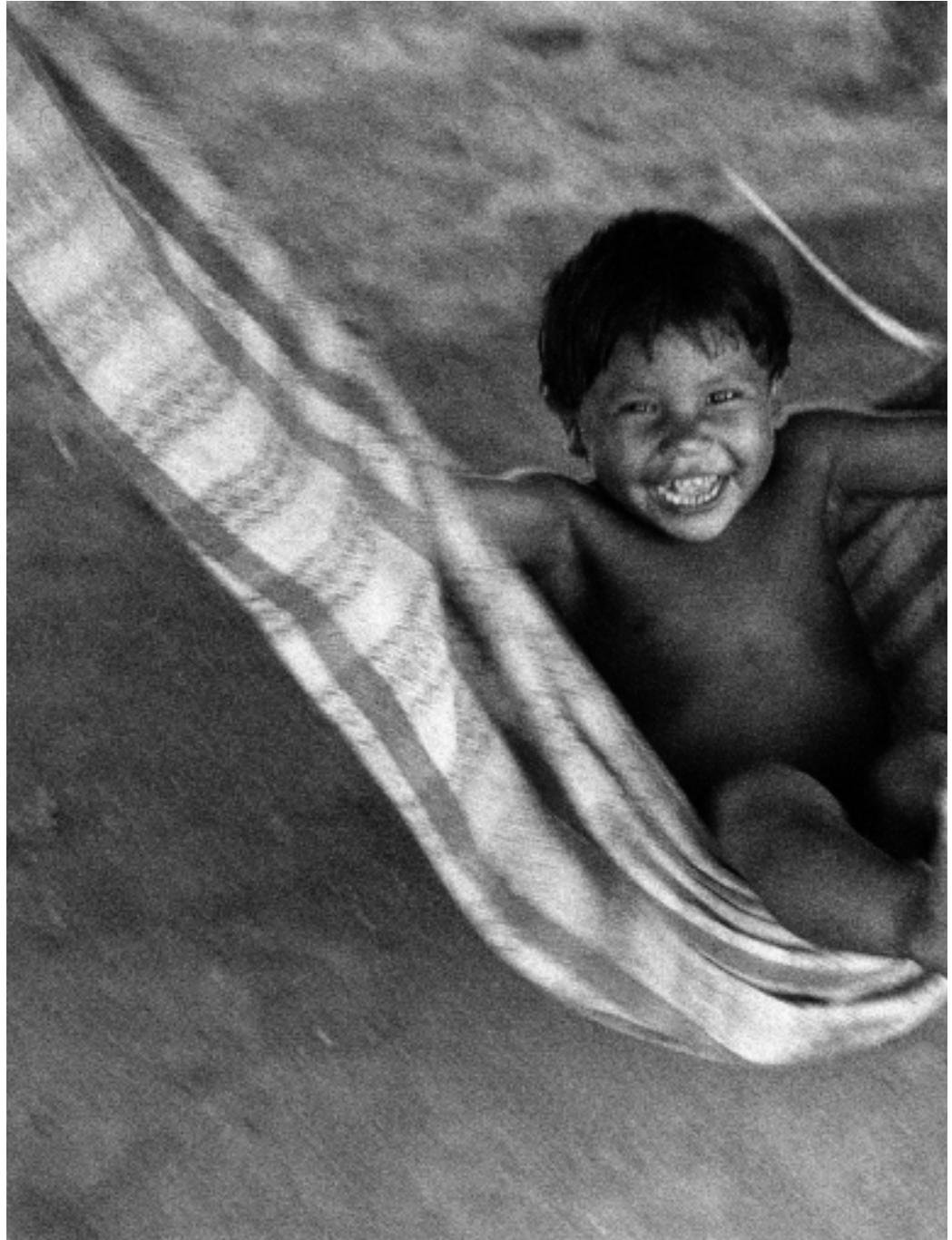
À partir des années 1970, de 350 à 400 Panará (leur auto-dénomination) vivaient dans cinq villages; beaucoup d'entre eux avaient été tués par les Kayapó qui, à leur tour, avaient été poussés sur les terres panará par l'avancée des colons. Ces 'géants' portaient des scarifications corporelles symétriques et leurs plantes cultivées formaient dans leurs énormes jardins des dessins géométriques complexes. Au centre de leurs villages se trouvaient les grandes maisons des hommes et des jeunes garçons, entourées de maisons familiales plus petites. Ils couchaient sur des feuilles de bananiers avec des mottes de terre en guise d'oreillers. Ils cuisaient sur des pierres chaudes la nourriture enveloppée dans des feuilles de bananier.

En 1972, les bulldozers de construction de la route avaient traversé le territoire des Panará et ceux-ci avaient été forcés de se replier au fond de la forêt; des vagues d'épidémies avaient suivi l'arrivée des constructeurs et beaucoup

d'Indiens en moururent. Claudio Villas Bôas, un expert de la question indienne, réussit à établir un contact pacifique avec eux et, à la surprise générale, les 'géants' s'avérèrent n'être pas plus grands que la moyenne.

Dans les cinq mois suivants, 40 Indiens moururent de la grippe et de la varicelle; les ouvriers apportèrent de l'alcool et abusèrent des femmes. Akè, un chef panará, se souvient de cette époque tragique : 'Nous étions au village et tout le monde se mit à mourir. Certaines personnes partirent dans la forêt et y moururent. Nous étions malades et faibles, à tel point que nous ne pouvions enterrer nos morts; ils restaient là à pourrir sur le sol. Les vautours les ont dévorés.'







Après deux décennies d'exil, les Panará sont retournés chez eux

Les frères Villas Bôas décidèrent que le seul moyen de sauver les Panará était de les transférer dans le refuge du Parc indigène du Xingu nouvellement créé. Dans une lettre à Survival, Orlando Villas Bôas expliquait : 'Par principe nous sommes opposés au déplacement des Indiens contactés hors de leur zone d'adaptation à l'environnement. À l'évidence leur univers et leurs coutumes sont là... Les choses sont différentes dans le cas des Kren Akrore. Leur territoire est violemment menacé; aussi longtemps qu'ils y vivront ils seront près de noyaux de colonisation ou de la route et exposés à des contacts périlleux. La proximité de la route aiguise la curiosité des Indiens pour les colons sans scrupules, indifférents au mal qu'ils font. Par conséquent, nous pensons que leur sauvetage impose leur retraite dans un lieu où pour un temps – que Dieu fasse qu'il soit long – ils seront protégés contre l'empiètement des envahisseurs.'

186 Indiens moururent entre 1973 et 1975; les survivants furent transportés par avion au Parc du Xingu où certains moururent encore. Peu après, il ne restait plus que 69 Panará : plus des quatre cinquièmes de la tribu avaient péri en 8 ans.

Les Panará, qui ne s'habituaient jamais à leur nouvel habitat, se déplacèrent sept fois à l'intérieur du Parc. La terre ne convenait pas à leur agriculture, la chasse était maigre et ils entrèrent en conflit avec d'autres tribus du Parc. Ils n'accomplissaient plus leurs cérémonies, ne construisaient plus de maison des hommes, et les femmes cessaient d'avoir des enfants. L'histoire pourrait s'arrêter là. Mais les Panará avaient un ardent désir de retourner chez eux; ils n'en abandonnèrent jamais l'espoir. En 1991, six

Panará rentrèrent et constatèrent que leur territoire avait été pratiquement détruit par les mineurs et les éleveurs. Ce désastre mobilisa Akè et ses amis qui décidèrent de se battre et de réclamer une compensation. 'Le vieil homme (les autorités brésiliennes) doit m'écouter. Notre terre a été rasée, notre terre a été mangée... La bonne terre est partie, et les arbres fruitiers ont disparu... le vieil homme doit me payer...'

En survolant leur territoire, les Panará repérèrent une zone sur le haut Iriri qui n'avait pas été détruite. Ils décidèrent d'abandonner leurs droits sur le reste de leurs terres en échange d'une reconnaissance légale de cette région. En août 1994, ils commencèrent à y construire un nouveau village et petit à petit, durant les deux années suivantes, ils s'y rendirent. Finalement, en 1996, le ministère de la Justice signait le décret de reconnaissance de 495 000 hectares de terres panará, sans toutefois leur en donner la pleine propriété. Après deux décennies d'exil, les Panará étaient rentrés chez eux.

Plus encore : l'Institut socio-environnemental brésilien (ISA) décida de poursuivre le gouvernement pour l'épouvantable situation infligée aux Panará. Le 22 octobre 1997 un juge reconnaissait l'État brésilien coupable d'avoir 'infligé la mort et des dommages culturels' aux Indiens panará, un jugement qui fait date et qui aurait été inconcevable dix ans plus tôt. Trois ans plus tard, l'État fut condamné à payer un million de réals (500 000 dollars) aux survivants en compensation de la tragédie évitable qui s'était abattue sur leur peuple. Pour la première fois depuis 40 ans, les Panará ont un espoir.



# La route dévastatrice

## LES NAMBIQUARA

Les Nambiquara de l'ouest brésilien qui étaient environ 7 000 en 1915 n'étaient plus que 530 en 1975. Cette tragique chute démographique – plus de 90% de la population a perdu la vie en 60 ans – ne fut pas provoquée par un désastre naturel mais par des projets gouvernementaux, financés par la Banque mondiale et facilités par la FUNAI, l'agence officielle des affaires indigènes.

En 1960 on perça une grande route à travers la vallée fertile qui était l'habitat des Nambiquara. Le sachant parfaitement, la FUNAI produisit cependant des 'certificats négatifs' selon lesquels il n'y avait pas d'indigènes dans la zone. Beaucoup de Nambiquara moururent d'être exposés soudainement à des maladies comme la grippe et la rougeole. Avec la multiplication des routes, la vallée luxuriante fut envahie par les grandes compagnies et défrichée pour les besoins de l'élevage. Les Nambiquara restants furent envoyés de force dans une réserve stérile.

La réserve était minuscule et complètement inappropriée; un certain nombre d'Indiens voulurent se mettre en route pour rejoindre leur terre à 300 km de là... Un fonctionnaire

Le professeur Claude Lévi-Strauss, qui a photographié les Nambiquara dans les années 1930, ne peut regarder aujourd'hui ses photos sans qu'elles soulèvent 'un sentiment de vide et de tristesse... par le contraste entre un passé que j'ai eu encore le bonheur de connaître, et un présent dont des témoignages navrants me parviennent'. (1994)

de la FUNAI, témoin de la catastrophe, démissionna pour protester: 'Quand ils arrivèrent dans la réserve ils furent immédiatement frappés par des épidémies de paludisme et de grippe à cause des mauvaises conditions sanitaires. Ils se rendirent compte qu'ils ne survivraient pas et, complètement abandonnés, voulurent retourner à leur ancien village. Près de 30 % des membres la tribu moururent en chemin. Ce fut une marche tragique, les Indiens tombaient sur les bas-côtés.'



Les maladies et la famine ont emporté tous les enfants d'un groupe nambiquara constitué de 400 personnes.



**Dans les années 1980, la Banque mondiale finança une route qui traversait les terres nambiquara, ouvrant ainsi la voie à l'élevage, aux mines, à l'exploitation forestière et aux maladies. L'impact sur la tribu fut dévastateur.**

**'Tous nos ancêtres vivaient ensemble, Nambiquara, Irantxe, Pareci. Puis il en vint d'autres qui voulaient nous voler... Ils se tenaient cachés pour nous approcher. Notre terre a été vendue, volée. Le gouvernement n'a rien dit. Je suis triste. Les Blancs sont venus prendre nos terres. Alors, nous devenons "civilisés" et nous travaillons comme eux pour vivre.'**

Tamra, chef Iranxte, 1976

Des milliers d'entre eux moururent au cours de ce terrible voyage – un de leurs groupes perdit, de faim et de maladie, tous ses enfants au-dessous de 15 ans. Beaucoup errèrent dans la région de Sararé pendant des années, sans demeure et sans terre, affaiblis par la maladie. Une opération de secours fut montée et les Nambiquara errants et affamés furent transportés par avion. Une équipe de la Croix-Rouge internationale qui les visita en 1973 déclara que 'l'état de ces Indiens est une honte non seulement pour le Brésil mais aussi pour l'humanité tout entière.'

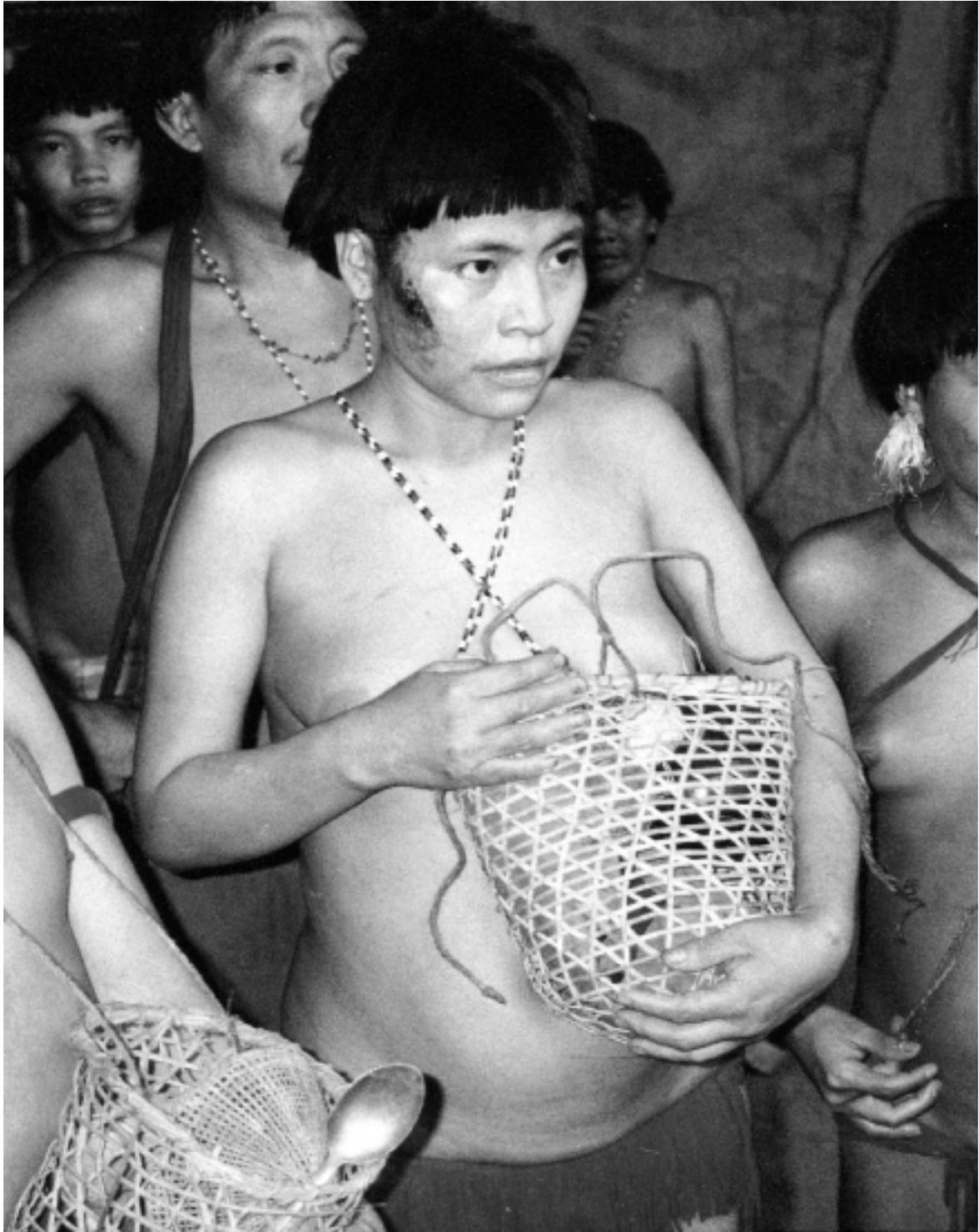
Néanmoins peu a été fait, même pour les Nambiquara qui avaient échappé à la dépossession et envisageaient de retourner chez eux. Dans les années 1980, la Banque mondiale versa des fonds pour la réfection de la grande route, réduisant encore davantage les terres indigènes. Des milliers de nouveaux exploitants de bois, mineurs et colons se déversèrent. La région de Sararé vit un afflux massif d'orpailleurs; en novembre 1996 des Nambiquara kithauru furent brutalement battus et torturés. Ce n'est qu'à la suite des protestations internationales que la police se décida à expulser 10 000 orpailleurs.

Aujourd'hui les Nambiquara affrontent l'intimidation que leur infligent des coupeurs de bois et des colons qui abattent leurs arbres, chassent le gibier nécessaire à leur survie. Beaucoup d'entre eux pensent maintenant qu'ils doivent défendre leur terre eux-mêmes. José Nambiquara l'a expliqué à Survival :

'Les Blancs veulent toujours nous voler. Mais nous gardons notre terre. En 1991, nous avons placé des limites que les

Blancs peuvent voir et doivent respecter. Manu a été presque tué par une balle qui lui a ouvert la tête. Nous sommes toujours armés maintenant. Nous les prévenons : “Si vous tirez, nous tirerons aussi”. Mais je n’ai jamais tué un Blanc.’

‘Nambiquara’ est un nom tupi qui signifie ‘longues oreilles’ ou ‘oreilles percées’ d’après les ornements de bois que les Indiens portent dans le lobe. Les Pareci, voisins des Nambiquara, les appellent les ‘Uiakoakore’, ‘ceux qui dorment par terre’, se référant à leur inhabituelle coutume qui consiste à dormir dans le sable, en se servant des cendres pour se tenir au chaud la nuit. La plupart des Indiens brésiliens dorment dans des hamacs.



# Génocide

En août 1993, une note décousue parvint au bureau de la FUNAI de Boa Vista, capitale de l'État de Roraima, au nord de l'Amazonie. Écrite par une religieuse missionnaire au village yanomami de Xidéia, elle disait : 'Les Indiens (de Haximú) sont tous ici... ils ne veulent pas s'en retourner à cause des chercheurs d'or qui sont allés dans une *maloca* (maison communautaire) voisine, ont tué sept enfants, cinq femmes et deux hommes et détruit la maison.' Il fallut un mois pour que la nouvelle de la tuerie atteigne le monde extérieur.

L'affaire avait débuté plusieurs mois auparavant, quand les orpailleurs avaient assassiné d'autres Yanomami dont les parents s'étaient vengés par la suite en tuant deux mineurs. C'est alors qu'un groupe d'orpailleurs lourdement armés avait décidé de 'donner une leçon' à la communauté de Haximú, à la frontière du Venezuela.

Il fallut longtemps pour connaître les circonstances de la tuerie. Dès leur arrivée, les orpailleurs ouvrirent le feu sur la *maloca* où se trouvaient surtout des femmes et des enfants, puis ils entrèrent et l'incendièrent. Des Indiens réussirent à s'enfuir et une poignée de survivants se réfugia dans la forêt. Une vieille femme aveugle resta en arrière, les mineurs la tuèrent à coups de pied. Un bébé dans un hamac qui avait survécu aux coups de feu fut massacré à la machette. Quand ce fut fini et que les orpailleurs furent

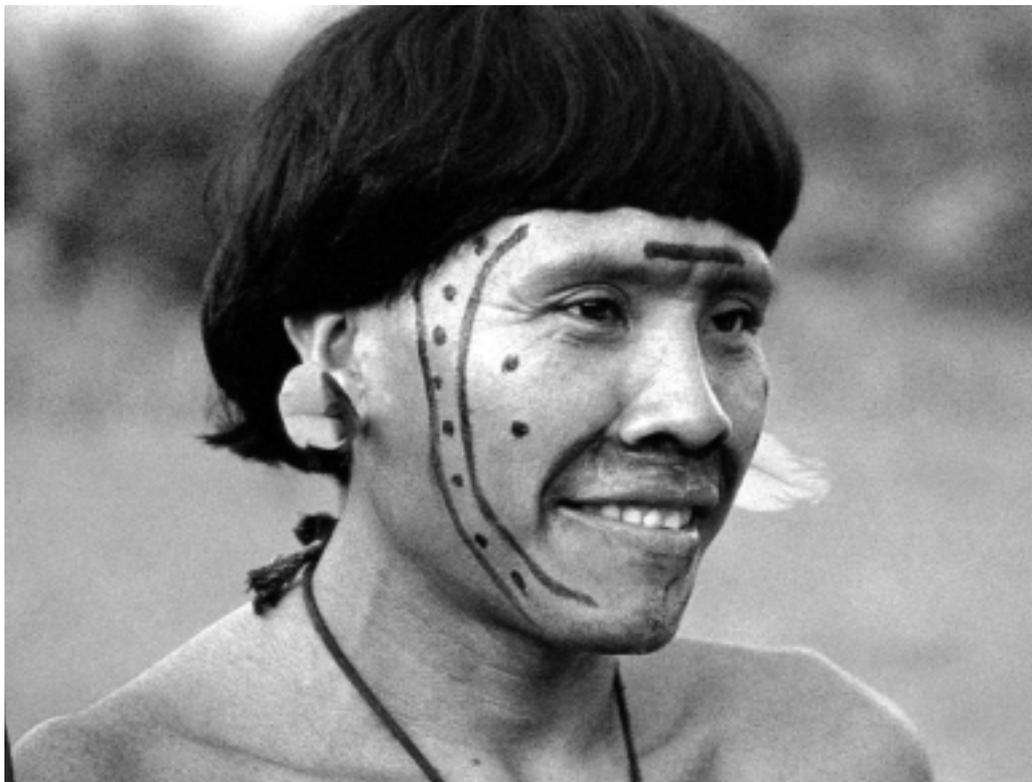
Une survivante yanomami du massacre de Haximú. Elle et d'autres survivants incinèrent les morts et transportèrent leurs cendres dans des paniers à travers la forêt pendant plusieurs jours jusqu'à ce qu'ils trouvent refuge dans un village yanomami avoisinant.

En moyenne, une tribu disparaissait tous les deux ans durant le XX<sup>e</sup> siècle

partis, les survivants rampèrent jusqu'à la *maloca* et incinèrent les corps, emportant les cendres de leur parents dans le village voisin. Seize Yanomami trouvèrent la mort au total.

Après des délais qui parurent interminables, l'affaire fut portée devant un tribunal à la fin de 1996 et un juge inculpa cinq orpailleurs de génocide. Quoique des peines de 19 à 20 ans aient été prononcées, deux hommes seulement se retrouvèrent en prison, les autres étant en fuite.

C'était la deuxième condamnation au Brésil pour génocide. La précédente, intervenue deux ans auparavant, avait frappé un collecteur de caoutchouc, coupable du 'crime



## UN PEUPLE FÉROCE

Pendant des années, on a couramment dépeint les Indiens comme de violents sauvages. Un exemple notoire serait l'image qu'a donnée des Yanomami l'anthropologue américain Napoléon Chagnon, dont les travaux continuent malheureusement à faire référence en anthropologie. Chagnon y donne une image raciste et sensationnaliste de ce peuple, le qualifiant de 'féroce', de 'sournois, agressif et intimidateur', et affirmant que les Yanomami 'vivent dans un état de guerre chronique'.

Les théories de Chagnon qui ont sans aucun doute beaucoup nui aux droits indigènes sont sévèrement critiquées par ceux qui ont une expérience plus approfondie des Yanomami. Elles ont été utilisées comme référence par le gouvernement brésilien lorsque celui-ci planifia la fragmentation des terres Yanomami en 1988, dans une proposition qui aurait été désastreuse pour les Indiens mais qui a finalement pu être évitée grâce à une vigoureuse campagne internationale. Dans les années 1990, le gouvernement britannique refusa de financer un programme d'éducation pour les Yanomami prétextant que tout projet les concernant devrait être accompagné d'un travail sur la réduction de la violence.

Le doyen de l'anthropologie britannique, Sir Edmund Leach, faisant référence à Chagnon, s'opposa au soutien que Survival apportait aux Yanomami dans les années 1970, arguant qu'ils 's'extermineraient les uns les autres' si leur culture survivait. Survival rejeta son avis et, avec la Commission Pro-Yanomami (CCPY), œuvra très activement pour la sauvegarde de leurs droits territoriaux.

Le génocide  
est un crime  
contre  
l'humanité,  
il est ainsi  
sous la  
responsabilité  
de chacun  
d'entre nous

**'Le génocide ne consiste pas seulement à tuer des Indiens avec des armes à feu, le génocide c'est aussi l'injustice, c'est collaborer à la réalisation d'un objectif précis, celui de la disparition des Indiens et de leurs cultures... Nous ne pouvons pas mépriser les Indiens, prendre leurs terres, les massacrer, au nom du développement. Absolument pas.'**

**Orlando Villas Bôas, 1971**

suprême' à la suite de l'assassinat, en 1963, de huit Indiens Oro Uim – principalement des femmes et des enfants. Il avait organisé une attaque du groupe et avait emmené les survivants à sa plantation où ils étaient réduits en esclavage. Dans les années 1990, les Oro Uim n'étaient plus que 55.

La qualification de génocide appliquée à ces massacres par la justice brésilienne est une importante reconnaissance de la gravité des crimes... Cependant, montrer du doigt un petit nombre de mineurs et un collecteur de caoutchouc est aussi manquer la cible; si quelques orpailleurs massacrant 16 Yanomami commettent un génocide, qu'en est-il de l'épouvantable traitement infligé aux Indiens par l'État brésilien?

Dans le cas des Yanomami, le gouvernement brésilien doit reconnaître sa part de responsabilité; pendant plus de 4 ans il n'a pas expulsé, comme il aurait dû, les orpailleurs opérant illégalement sur le territoire yanomami, laissant la violence et les épidémies se répandre. Plus encore, il a retiré les équipes de santé qui travaillaient sur place alors que les invasions minières et les maladies augmentaient... En l'espace de sept ans, sous leur effet, la population yanomami a chuté de plus d'un cinquième.

Les Yanomami ne constituent pas un cas isolé, plusieurs autres sont encore plus graves. Les politiques gouvernementales d'intégration, de colonisation et de développement ont été directement responsables de la disparition de nombreuses tribus indigènes. La corruption, l'insuffisance du financement ou l'opportunisme politique

## Davi Yanomami



'Voici mon message : n'oubliez pas les Yanomami et les autres peuples indigènes du Brésil et du monde. Notre sang coule, nous avons faim, nous sommes malades. Nous ne pouvons plus continuer ainsi. Nous, les peuples indigènes, nous avons besoin de la terre pour chasser, pêcher, vivre en paix, sans nous battre. Nous ne pouvons pas nous battre comme vous ici. Vos ancêtres ont fabriqué des bombes qu'ils ont lâchées sur les Indiens du Brésil. Nous, Indiens, sommes sans protection ; nous n'avons nulle part où nous enfuir, nous sommes cernés. Les autorités nous détruisent de plus en plus, elles épuisent les richesses de la terre. J'ai regardé aujourd'hui dans une vitrine et j'ai vu plein de marchandises, des verres, des chaussures, des vêtements. Vous ne manquez de rien et pourtant vous en voulez toujours plus. Vous avez des tas de voitures mais les Indiens ne veulent pas de voitures, d'avions, d'électricité. Nous voulons la terre. La terre nous donne nourriture et santé, nous donne de quoi vivre avec le ventre plein. Sans la terre nous n'avons rien à manger. Je livre ce message à vos cœurs.'

Appel de Davi Yanomami durant son séjour en Europe, en 1999.

ont provoqué la destruction de nombreuses tribus indiennes. Certaines politiques ont été ouvertement racistes et ont eu des conséquences génocidaires : en 1999, un homme politique proposa une loi d'amnistie pour les orpailleurs qui avaient commis des crimes dans des territoires indigènes, et des pressions sont constamment



Jeune fille cinta larga. En 1963, sa tribu a souffert de l'une des attaques les plus terribles qui ait été menée contre une communauté indienne.

exercées sur le gouvernement pour l'ouverture de tous les territoires indigènes à l'exploitation minière.

Face à cette situation, beaucoup de gens ont prédit, ces 50 dernières années, la disparition imminente de tous les Indiens du Brésil. Ce danger est écarté : dans son ensemble, la population indienne croît mais les petites tribus isolées sont toujours menacées de disparition.

La Convention des Nations unies sur le génocide le définit comme 'l'un des actes suivants, commis dans l'intention de détruire en totalité ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux :

- a) le meurtre des membres du groupe,
- b) les graves blessures corporelles ou psychologiques infligées à des membres du groupe,
- c) les conditions de vie imposées délibérément dans le but de conduire à la destruction physique partielle ou totale du groupe...'

Selon les Nations unies, les 'actes punissables' incluent, outre le génocide lui-même, la complicité, la conspiration, l'incitation et les tentatives en vue de le commettre. On peut dire sans détour que l'État brésilien a poursuivi et poursuit toujours des politiques qui conduisent inévitablement à la destruction des tribus vulnérables. Quoiqu'il n'en ait pas l'intention délibérée, ses projets de 'développement' impliquent l'accaparement des terres indigènes, ce qui conduit à la destruction des populations. Même en l'absence de projets gouvernementaux, l'État ne protège pas les terres indiennes contre les invasions; le génocide qui s'ensuit pourrait facilement être évité.



# Au bord de l'extinction

LES AVA CANOEIRO

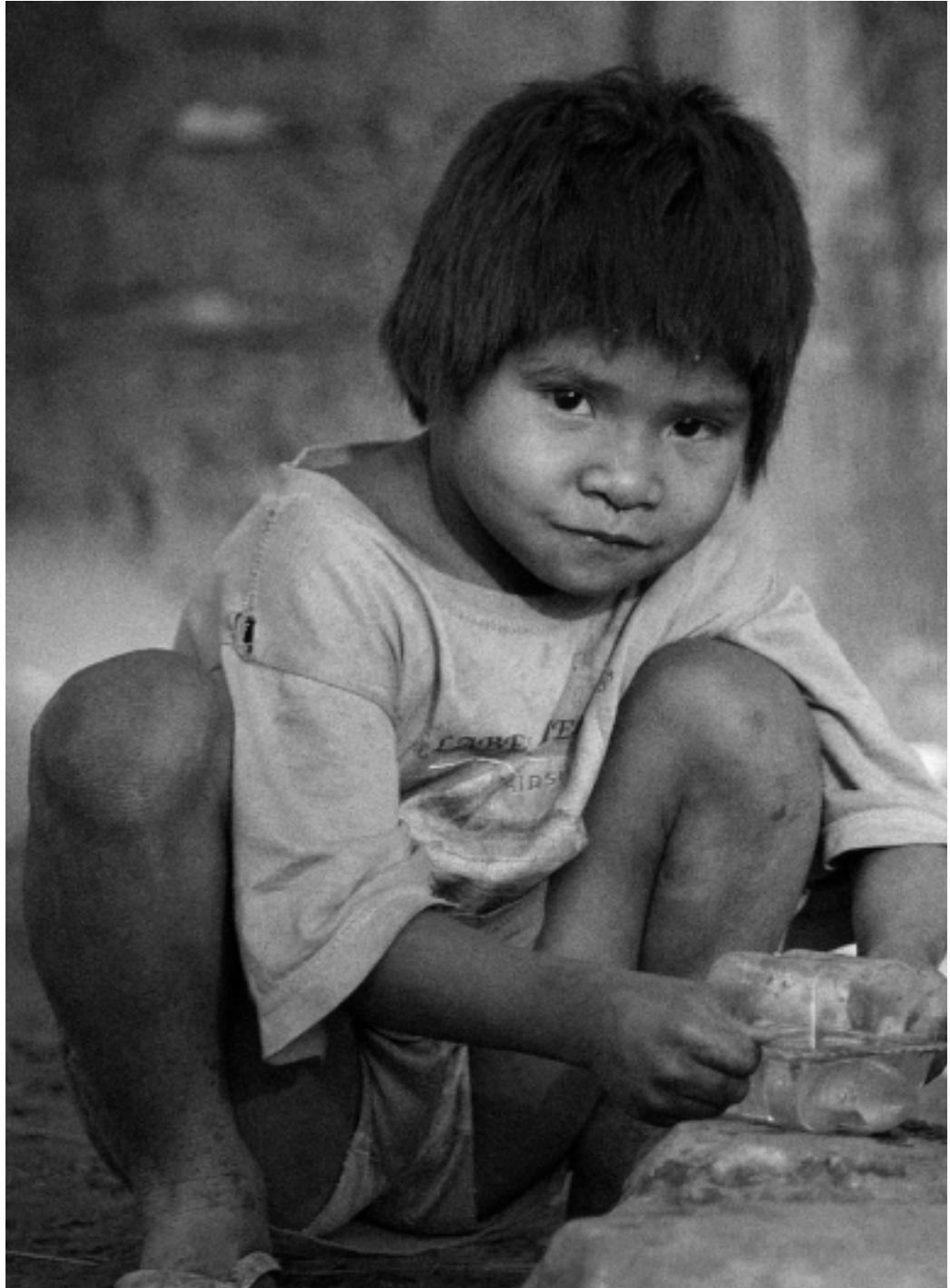
À seulement cinq heures de route de Brasilia, la capitale futuriste du Brésil, de petits groupes indiens se sont retiré dans la vaste brousse épineuse. Ce sont les Avá Canoeiro, derniers survivants d'une tribu fière et forte, en fuite continue depuis 1780 et maintenant au bord de l'extinction.

Pendant des siècles, ils ont résisté aux envahisseurs blancs qui envoyaient des tueurs à leurs trousses. Ils se déplaçaient rapidement en pirogue le long des rivières, d'où leur surnom de 'canoeiros'. Ils utilisaient des embouts métalliques pour leurs flèches et de lourdes massues de bois attachées par des cordes. Ils pillaient souvent les fermes des colons, volaient du bétail et des chevaux pour leur viande. En 1811, le Régent portugais proclama : 'Il n'y a plus à présent qu'à leur faire peur et, si nécessaire, à les détruire'. En 1850, ils avaient mis en état de siège tout le nord de Goiás.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les Brésiliens portugais colonisèrent la terre et repoussèrent les Avá; dans les années 1870 on les avait oubliés. En nombre réduit, le reste des Avá

Page de gauche : Naquatcha.

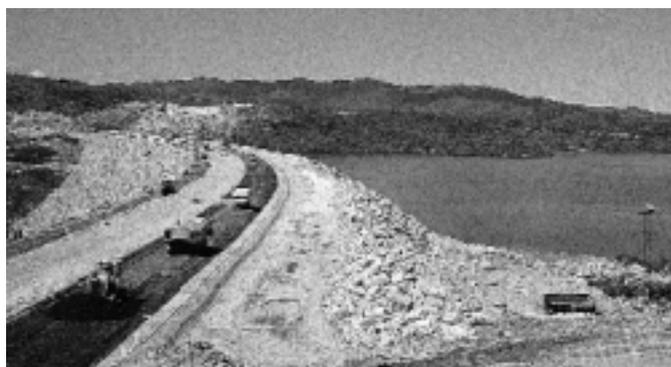
Pages suivantes : ses petits neveux, Trumak et Putdjawa, qui sont les derniers représentants de leur peuple. Bien qu'encore enfants, ils se demandent de temps en temps : 'Avec qui nous marierons nous?'





Un tiers des tribus indiennes du Brésil comptent moins de 200 individus

Le barrage de Serra de Mesa a inondé une partie considérable des terres des Avá Canoeiro, submergeant ainsi leur dernier refuge et leurs territoires de chasse.



Canoeiro passa des décennies divisé en petites bandes d'une dizaine de personnes, cachées dans la brousse, forcées à devenir nomades.

Au début des années 1980, des centaines d'ouvriers vinrent pour construire un barrage sur le fleuve Tocantins, terre des Avá. Le lac de barrage avait inondé le dernier refuge des Indiens et leur terrain de chasse, la Serra de Mesa. Au début de la construction, quand il apparut que très peu d'Avá subsistaient, la FUNAI entreprit une mission de contact d'urgence. En 1983 un couple, Iawi et Tuia, la mère de Tuia et sa tante, Matcha et Naquatcha, furent contactés. Ce minuscule groupe avait survécu à un terrible massacre en 1962 et avait passé 20 ans caché dans des grottes. Ils sortaient la nuit, volaient de la nourriture dans les jardins des colons et, à défaut, devaient se contenter de petits mammifères tels que rats et chauve-souris. Tuia avortait pour que le groupe reste mobile et silencieux.

En 1973, sur le Tocantins, un groupe d'Avá d'une douzaine de personnes fut également contacté. Presque tous portaient les cicatrices des balles des tueurs de la ferme Camagua, propriété d'une banque brésilienne. Ils se cachaient dans un marais, entouré de fils de fer barbelés, leur dernier refuge sur ce qui avait été leur territoire de chasse; ils souffraient de malnutrition. La FUNAI les transporta dans le Parc national de l'Araguaia, sur

l'île de Bananal à 400 km. Nul ne sait s'il reste encore des Avá Canoeiro.

Après leur contact avec la FUNAI, Iawi et Tuia eurent deux enfants, Trumak et Putdjawa. S'ils ne se joignent pas à d'autres Avá, cette grande tribu s'éteindra probablement.

## PLANTES

Le Brésil, et particulièrement l'Amazonie, abrite des environnements extrêmement variés; les peuples indigènes ont une extraordinaire connaissance des milieux naturels. Les différentes parties de centaines de plantes sont utilisées non seulement comme nourriture, remèdes, matériaux de construction des maisons et des pirogues mais aussi pour faire de la vannerie, des hamacs, des cordes, des sarbacanes, des poisons, des arcs et des flèches, pour les peintures corporelles et rituelles, même comme savons, désodorisants, contraceptifs et parfums.



Les Yanomami utilisent 500 espèces végétales comme nourriture, remèdes, matériaux divers. Les Ka'apor utilisent 112 espèces différentes rien que comme plantes médicinales.

L'Amazonie a donné au monde la quinine et le curare d'une grande utilité médicale.



# Rien à espérer

LES GUARANI

Aussi loin qu'ils s'en souviennent, les Guarani ont toujours cherché un lieu révélé par leurs ancêtres où ils pourraient vivre délivrés de toute souffrance et de toute douleur. Ils l'appellent 'la Terre sans Mal'; ils la cherchent toujours. Leur triste situation actuelle rend cette recherche plus nécessaire que jamais.

Les Guarani sont en contact avec des étrangers depuis des siècles, mais ils ont conservé leur propre identité et avec elle, leur 'désir permanent de chercher de nouvelles terres où ils trouveront l'immortalité et le bien-être éternel' (Pero de Magalhães de Gandavo, 1576). Durant des siècles, les Guarani ont parcouru de longues distances en quête de ces terres, et leurs communautés sont aujourd'hui dispersées sur cinq États brésiliens, loin de leur terre natale qui se situe dans le sud. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple, des centaines d'Indiens quittèrent leur habitat et se mirent en marche sous l'influence de prophètes guarani itinérants qui leur prédisaient la fin du monde mais qu'il existait dans la 'Terre sans Mal' un moyen d'y échapper. Ils parcoururent 800 km depuis le sud du Mato Grosso jusqu'à São Paulo.

**'Ces Indiens sont des vagabonds, des parias de la société'**

Ezequiel dos Santos, propriétaire d'une distillerie d'alcool, se référant aux Guarani, 1990.

Page suivante :  
une famille guarani affligée attend à côté d'un cercueil. La vague de suicides qui a touché les Guarani ces 15 dernières années est inégalée en Amérique du Sud.





## TABAC

Le tabac est une plante traditionnelle très importante chez de nombreuses populations indigènes. Il est consommé de différentes façons : les feuilles sont machées ou bouillies et réduites en pâte puis mastiquées ou bien séchées, pilées et prisées ou encore fumées dans des pipes ou en cigare. Certains le mettent en poudre dans un tube creux et le soufflent dans leurs narines ou celles d'un partenaire. Les Yanomami, par exemple, gardent une chique de tabac dans la bouche, derrière la lèvre supérieure. Utilisé comme relaxant, le tabac est aussi considéré avec respect comme plante rituelle et dans les séances de guérison où il est soufflé sur les parties malades ou censé protéger des mauvais esprits. Chez les Araweté, tout le monde le fume mais seul le chamane l'inhale.

Chamane  
araweté



Là, ils se heurtèrent à la troupe brésilienne qui, ayant subi de lourdes pertes dans l'affrontement, fut obligée de permettre aux Indiens de s'établir sur place.

Cette quête permanente de la Terre sans Mal est une caractéristique très particulière aux Guarani, une 'différence' qui a souvent été relevée par les étrangers. Aujourd'hui elle se manifeste d'une manière plus tragique : profondément affectés par la perte de la majeure partie de leur territoire au siècle dernier, ces Indiens connaissent une vague de suicides inégalée en Amérique du Sud.

Un million et demi de Guarani occupaient autrefois les plaines et les forêts de quatre pays sud-américains sur environ 350 000 km<sup>2</sup>. Aujourd'hui, au Brésil, ils ne sont plus que 30 000 – la plus nombreuse société indigène – et sont entassés sur de minuscules parcelles de terre entourées de fermes d'élevage et de vastes champs de soja et de canne à sucre. Paulito, un vieux chamane guarani raconte : 'Je me rappellerai toujours ce que disait un vieillard, "les Blancs sont en train d'en finir avec nous, avec nos maisons, avec nos poissons, avec nos cultures. Et lorsque toutes nos forêts auront disparu, nous n'existerons plus en tant que peuple. Tout est en train de changer et notre terre va devenir toute petite." Vous voyez, cet homme avait vu juste, autrefois, il y a tant d'années.'

De 1985 à 2000, plus de 300 Guarani se sont suicidés, pour la plupart des enfants et des jeunes adultes. La plus jeune, Luciane Ortiz, avait seulement 9 ans. Pour un peuple si profondément spiritualiste, le vol et la destruction de sa terre a été insupportable. Rosalino Ortiz nous l'explique :

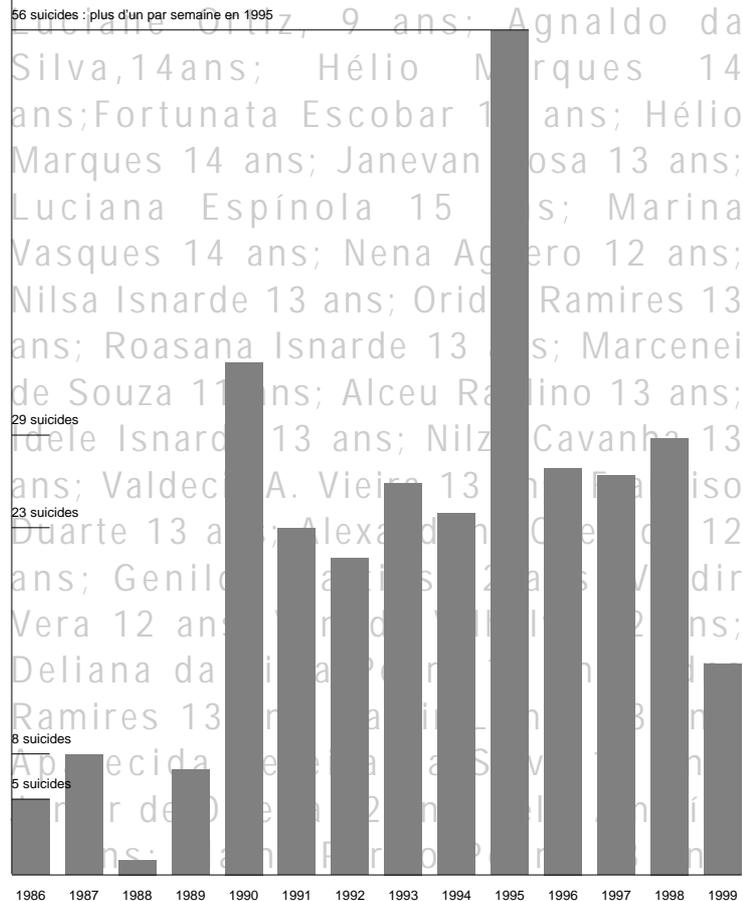
**'Nous les Indiens ne voulons ni argent ni richesse. Nous voulons assez de terre pour vivre comme nous le souhaitons.'**

'Les Guarani se suicident parce qu'ils n'ont plus de terre; nous n'avons plus d'espace. Autrefois nous étions libres, maintenant nous ne le sommes plus. Nos jeunes regardent autour d'eux et pensent qu'il ne leur reste rien, ils se demandent comment ils vont vivre. Ils s'assoient, pensent, ils ont l'oubli d'eux-mêmes, ils se perdent et ils se tuent.' Amilton Lopes déclare : 'Les suicides se produisent chez les jeunes parce qu'ils ont la nostalgie du passé; ils ont la nostalgie des belles forêts, ils veulent manger les fruits de la forêt, ils veulent y aller et chercher du miel, ils veulent avoir les plantes médicinales de la forêt. À Dourados, où ont été dénombrés le plus de suicides, un jeune homme m'a confié qu'il ne voulait plus vivre : sans la chasse, sans la pêche et avec la pollution de l'eau, il n'y avait plus de raison de continuer à vivre.'

Entassés sur de petits lopins de terre, vivant dans des communautés surpeuplées et polluées, souffrant d'épidémies et de violences, c'est peut-être le côté profondément spiritualiste de la mentalité des Guarani qui les a rendus capables de survivre malgré tout. À leurs risques et périls, certains villages ont réoccupé leur terre, l'arrachant aux fermiers qui la réclament comme leur. Marta Silva, une Guarani, a déclaré : 'Je pense aux conditions dans lesquelles nous vivons : pauvreté abjecte, petites maisons. Nous n'avons rien à manger et pourtant nous chantons avec tant de joie, tant d'espoir, toujours en quête de la Terre sans Mal... Nous, les Indiens, nous ne cherchons pas l'argent ni les richesses. Vous savez ce que nous voulons? Nous voulons seulement assez de terre pour y vivre comme nous le souhaitons.'



**26 enfants guarani de moins de 14 ans ont mis fin à leurs jours par pendaison ou empoisonnement depuis 1992**



Année après année, évolution des 304 suicides guarani enregistrés (1986-1999).  
Source: CIMI-Mato Grosso do Sul

Un camion passe devant un campement provisoire guarani. Beaucoup de Guarani ont été forcés de quitter leurs terres et survivent en vendant de l'artisanat sur le bord des routes



Certaines communautés guarani, lassées d'attendre que les autorités leur restituent leurs terres, y sont retournées de leur propre initiative.



Ceci est souvent dangereux car les propriétaires des ranchs emploient des hommes de main pour les empêcher de pénétrer sur le territoire.



# Chamanisme

Le mot 'chamane' vient d'une population sibérienne, les Evenk, mais il est utilisé maintenant pour désigner, partout dans le monde, des hommes ou des femmes communiquant par la transe avec le monde surnaturel et les esprits. Ce rôle d'intermédiaire entre le monde des hommes et celui du surnaturel leur donne également des pouvoirs de guérison, la maladie étant considérée comme un désordre ou une intrusion d'esprits mauvais ou une perte de l'âme. Ils sont en général respectés et quelquefois craints.

L'institution du chamanisme est commune – ou l'était – à toutes les sociétés indigènes du Brésil. Chacune lui donne un nom et le chamane peut y jouer un rôle quelque peu différent. Par exemple, les Karai guarani ont le don de prophétie; certains peuvent être des poètes ou des chanteurs éloquents, d'autres des *tricksters*\* ou des amuseurs. Le chamane tukano, lui, est censé se transformer en jaguar, l'animal le plus puissant et le plus redouté de la forêt. Dans certaines sociétés, le chamane est prédestiné à le devenir, alors que dans d'autres, comme chez les Araweté par exemple, n'importe qui peut le devenir. Chez les Wayãpi, on peut avoir cette qualité comme on peut aussi bien la perdre. Selon les sociétés, la fonction de chamane peut être réservée aux hommes ou attribuée aux deux sexes.

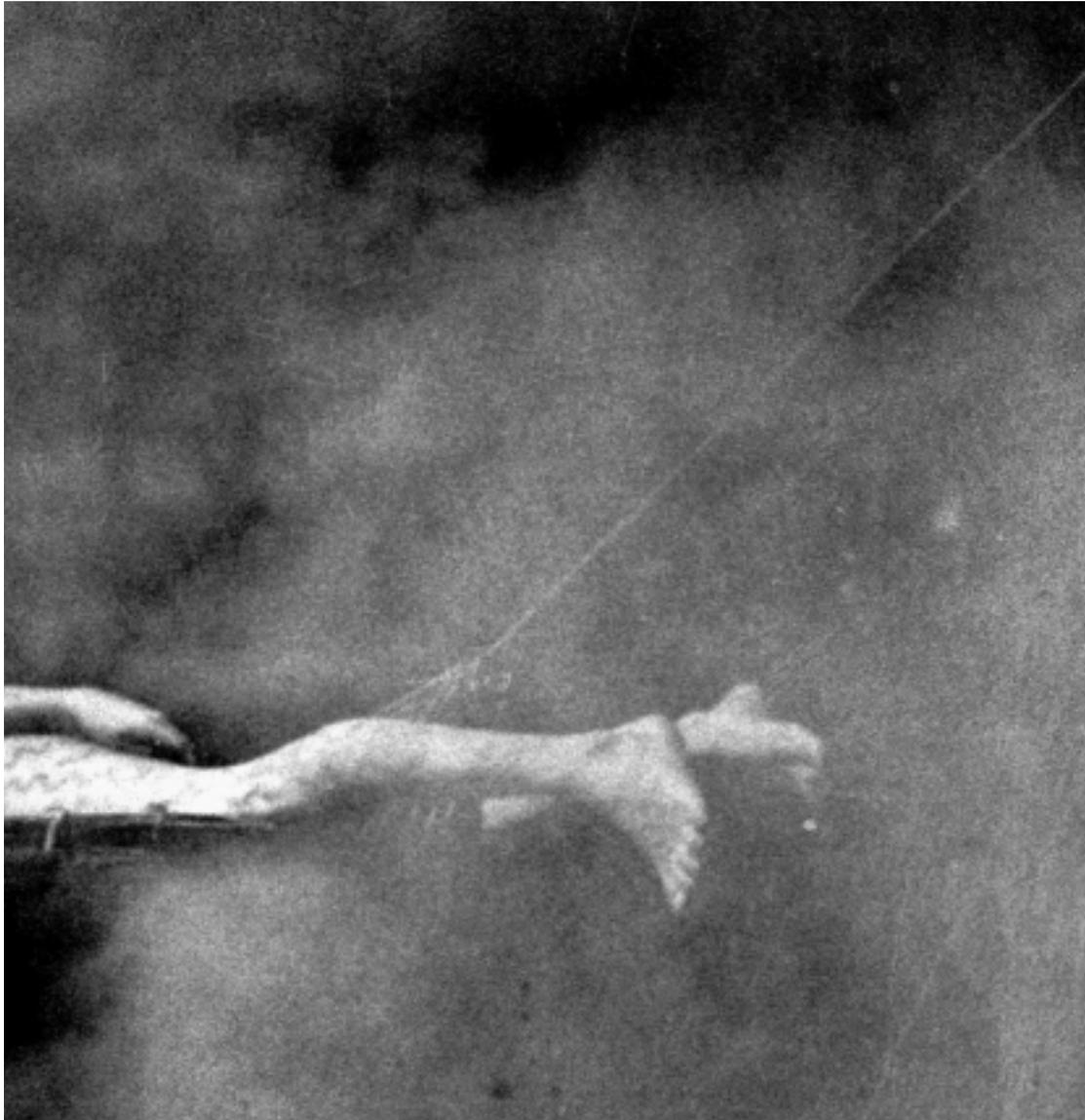
Un chamane yanomami soignant un enfant fiévreux. Cette cure demande beaucoup d'énergie et peut durer plusieurs heures durant lesquelles un rapport intime s'établit entre le chamane et son patient. Ce fort sentiment de sécurité que ce rapport procure est essentiel à toute guérison yanomami

\* Trompeur : personnage apparaissant dans un certain nombre de mythologies sous les traits d'un fourbe, d'un tricheur ou d'un espiègle sympathique.



'Nous, les Yanomami, nous apprenons avec les grands *shapiri* (esprits chamaniques). Nous apprenons à les connaître, à les voir, à les écouter. Seuls ceux qui connaissent les *shapiri* peuvent les voir parce qu'ils sont très petits et brillent comme des lumières. Il y en a beaucoup, beaucoup, pas qu'un peu mais des quantités, des milliers comme des étoiles. Ils sont beaux, décorés avec des plumes de perroquet, peints avec du roucou (pâte rouge extraite d'une baie). D'autres ont des pendants d'oreille et sont

peints en noir. Ils dansent très bien et chantent différents chants. Les Blancs croient que lorsque nous faisons des séances de chamanisme nous chantons. Mais nous ne chantons pas; nous accompagnons la musique et les chants. Ce sont des chants différents : ceux de l'ara, du perroquet, du tapir, de la tortue, de l'aigle, et ceux des oiseaux, qui ont tous des chants différents. C'est comme ça que sont les *shapiri*. Il est difficile de les voir.'



'Qui que soit le chamane, il doit les accepter, les connaître. Tu dois tout quitter, tu ne peux plus manger ta nourriture, tu ne peux plus boire de l'eau, t'approcher des femmes, de la fumée du feu ou des enfants qui jouent et qui font du bruit – parce que les *shapiri* veulent vivre en silence. Ils vivent autrement que nous, ce sont d'autres gens. Certains vivent dans le ciel, d'autres sous la terre, d'autres dans les montagnes couvertes de forêts et de fleurs. Certains vivent dans les rivières, dans la mer,

dans les étoiles ou dans la lune ou le soleil. Omame (le créateur) les a choisis parce qu'ils sont bons pour le travail, pas le travail dans les jardins mais le travail du chamanisme, de la guérison des maladies des gens. Ils sont beaux mais très difficiles à voir. Les *shapiri* veillent sur tout, les *shapiri* veillent sur le monde.'

Davi Yanomami, chamane de la communauté Watoriki-Theri (les gens de la montagne venteuse).



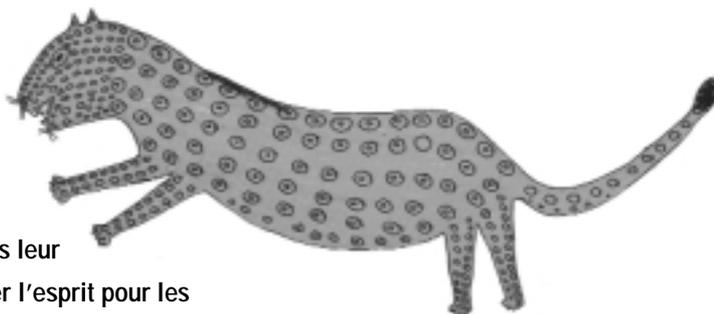
### Rage de dents

'Ce sont les chiens spirituels de "Kamakari". Cet esprit envoie ses chiens chasser les dents de la victime. Les chiens extraient l'essence des dents et les ramènent à Kamakari qui les mange. C'est ce que fait Kamakari, il mange les dents et il a toujours faim. Heureusement, il vit très loin et tu ne peux pas le voir ; mais s'il prend tes dents et les mange, cela fait très très mal.'

## DESSINS YANOMAMI D'ESPRITS CHAMANIQUE

### Courage

'Le jaguar est l'esprit de la force et du courage. Les personnes qui sont courageuses ont cet esprit à l'intérieur d'eux-mêmes, il vit dans leur poitrine. Le chamane peut invoquer l'esprit pour les personnes faibles et malades, cela leur donne la force de combattre la maladie. Il peut même les sauver d'une mort trop précoce'.



Dessins de Joseca Yanomami.



## HALLUCINOGENES

Comme beaucoup d'autres peuples, les Indiens du Brésil utilisent de nombreuses plantes hallucinogènes pour rentrer dans le monde des esprits et accomplir des rituels religieux. Au nord du pays, on utilise un hallucinogène appelé *yopo ouyakoana*. On grille l'écorce de certains arbres dont les cendres sont mélangées avec de la poudre de feuilles et on l'insuffle dans les narines avec une petite tige de roseau.

D'autres Indiens fabriquent une boisson hallucinogène appelée *caapi* (*ouayahuasca*) qui se prépare en faisant bouillir certaines espèces de lianes et de plantes rampantes. Les prises se font durant certaines cérémonies où les Indiens réactivent leurs mythes et cherchent le soutien de forces protectrices contre les esprits malfaisants. Les dessins et peintures, notamment celles des maisons, sont influencés par les visions.

Les Indiens du nord-ouest amazonien plantent et utilisent l'*ipadú* ou *coca*. Les feuilles sont grillées, pilées et mélangées à des cendres. Il en résulte une fine poudre verte laissée dans la bouche où ses principes actifs (y compris la cocaïne) produisent lentement un effet stimulant.

Toutes ces plantes sont considérées comme puissantes, sacrées et potentiellement dangereuses si on en fait un mauvais usage. Elles sont toujours consommées lors de rituels sous de strictes conditions, jamais fortuitement ou pour le plaisir.

Dépossédés. Les Indiens du Brésil



# Contre toute attente

## LES WAYĀPI

Les Wayāpi du Nord amazonien ont été presque entièrement anéantis par l'invasion de leur terre dans les années 1970; ils récupèrent à présent et tentent d'assurer leur survie comme peuple, mais ils doivent faire face à l'hostilité et à la discrimination manifestées par de puissants intérêts, des missionnaires et des services officiels.

Les Wayāpi parlent de leur passé, quand ils vivaient au sud, le long d'une rivière. Les incursions esclavagistes et l'agressivité missionnaire de la période coloniale les obligèrent à fuir loin de cet habitat et à s'établir dans les forêts tropicales du nord amazonien. Là, ils n'eurent que peu de contact avec les Blancs, sauf avec les occasionnels chasseurs ou prospecteurs miniers, jusqu'à ce qu'une route fût percée à travers leur territoire en 1975-1976. Exposés aux maladies contre lesquelles ils n'avaient pas d'immunité, beaucoup moururent, notamment presque tous les anciens. Leur nombre, estimé à 6 000 en 1984, tomba à 150 avec l'arrivée des mineurs, destructeurs de leur habitat et porteurs de maladies. Joapirea Wayāpi était orphelin quand il fut adopté par un mineur. Plus tard, il retourna chez les Wayāpi, fuyant les 'souffrances' de la ville. 'À la première

**Les deux-tiers  
des Indiens du  
Brésil vivent  
en Amazonie**

Les Wayāpi  
étaient au bord  
de l'extinction  
au cours de ces  
30 dernières  
années.  
Aujourd'hui leur  
population est  
en train de  
croître

Suite à une campagne internationale organisée en 1999 par Survival et le Centre de défense des droits indigènes (CTI), un juge reconnu aux Wayãpi le droit d'exploiter leurs mines. Après plusieurs années de résistance, les Wayãpi ont montré qu'un petit groupe isolé avait non seulement la possibilité de survivre mais de s'affirmer avec succès.

rencontre avec les mineurs mon père et ma mère moururent des maladies qu'ils leur avaient apportées... beaucoup de Wayãpi moururent de grippe et de rougeole. Les gens étaient souffrants, ils avaient la langue enflammée, ils vomissaient, alors ils commencèrent à s'enfuir. Les mineurs s'en moquaient, voulaient en finir avec les Wayãpi, et continuaient à affluer. Nous ne connaissions pas la médecine à cette époque; les mineurs la connaissaient, eux, mais ne voulaient pas la donner aux Indiens”.

Submergés par les mineurs, les quelques Wayãpi survivants, ne parlant pas portugais et comprenant mal ce qui leur arrivait, s'enfoncèrent au plus profond de la forêt. Lentement, ils se remirent du choc de premier contact qui avait failli les anéantir.

Ils ont maintenant cartographié leur territoire avec ses frontières, installé de nouveaux villages bien situés stratégiquement pour assurer leur protection. Ils ont récemment commencé une exploitation de mine d'or à petite échelle dans les zones déjà défrichées par les mineurs blancs. Cela leur procure un petit revenu qui sert à faire des achats en ville. Des politiciens, les missionnaires fondamentalistes des 'New Tribes Mission' et même des fonctionnaires locaux des affaires indigènes (tous furieux que les Indiens réussissent à tirer eux-mêmes un revenu de leurs terres) essayèrent d'interdire l'orpaillage aux Wayãpi et réclamèrent la réduction de leur territoire. Le gouvernement stoppa les programmes de santé et d'éducation en refusant d'autoriser la présence de médecins et d'instituteurs. Les Wayãpi se sentaient entourés d'ennemis : 'Ils sont tous du même patron.'



**'Notre colère se répand aux quatre coins du pays, pas pour réclamer des programmes de santé ou d'assistance – ceci est secondaire par rapport au drame vécu par les Indiens du Brésil aujourd'hui. Ce qui est le plus important pour le moment c'est que soient garantis nos terres, notre héritage et le berceau de nos traditions culturelles.'**

Assemblée de leaders indiens, 1978

Fêtes et danses sont importantes pour les Wayâpi qui célèbrent des événements du cycle naturel telle que la saison du frai.



# Propriété de la terre

La législation internationale reconnaît aux peuples autochtones la propriété des terres qu'ils occupent et utilisent. C'est ainsi depuis 1957, date de la Convention 107 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) des Nations unies. Bien que le Brésil ait ratifié cette Convention en 1965, il est le seul pays d'Amérique du Sud (à part le Surinam) où les Indiens ne sont pas considérés comme ayant un droit de propriété quelconque sur leurs propres terres. C'est une violation de la loi brésilienne, contraire à la volonté des Nations unies proclamée depuis plus de 40 ans, et cela rend très vulnérables toutes les terres indigènes.

Au Brésil, les Indiens sont légalement des mineurs et leurs communautés ne peuvent être propriétaires de la terre, elles peuvent seulement y vivre et utiliser certaines régions, propriétés de l'Etat et reconnues comme 'aires indigènes' ou 'parc indigène'. Cette reconnaissance, objet d'un décret présidentiel, peut facilement être annulée ou modifiée par d'autres décisions présidentielles, ce qui arrive fréquemment.

Pour qu'une terre soit réservée à l'usage indigène, elle doit être préalablement 'délimitée' (ses limites étant

'Rendez la terre aux Makuxi!'. Les Makuxi ont subi les assauts de la police et d'hommes armés au cours de leur lutte pour leurs droits territoriaux. Umbelina Viriato et d'autres représentants makuxi ont voyagé en Europe en 1995 afin de faire connaître leur situation auprès des médias internationaux. Leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits continue avec le soutien de Survival.

cartographiées), ou 'cadastrée' et 'démarquée' (c'est-à-dire marquée physiquement au sol). En général, il faut des années pour faire aboutir ce processus qui n'est jamais entrepris sans de vigoureuses pressions des sympathisants de la cause indienne, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement. Il va à l'encontre des intérêts de puissants groupes de pression qui sont surtout des exploitants miniers ou forestiers, des politiciens locaux en quête de clientèle électorale et (ou) de profits, tous opposés aux Indiens. Récemment, l'armée brésilienne s'est souvent emparée du pouvoir politique; or, la plupart des officiers supérieurs sont fermement opposés à la reconnaissance des terres indigènes frontalières qu'ils considèrent comme des espaces stratégiquement sensibles.

Tout ceci fait que le gouvernement subit une pression constante pour ne pas créer de nouvelles régions indigènes, pour réduire la superficie de celles qui existent et annuler celles qui sont déjà cadastrées. En 1996, le ministre de la Justice a promulgué un décret donnant à des tiers (exploitants du bois ou colons) le droit de contester les limites des démarcations. Huit aires indigènes devaient être 'révisées', autrement dit 'réduites'. De tels cas peuvent traîner, sans solution, pendant des années.

Le même ministre a signé une loi de réduction de la terre démarquée de 12 000 Indiens vivant à Raposa/Serra do Sol. Il voulait cantonner les indigènes dans de petites enclaves (comme cela fut proposé dans d'autres cas) pour 'libérer' au moins un cinquième de leur terre au profit de l'extraction minière et de l'élevage. À la suite de longues protestations, le président a promis de reconnaître un

## L'HISTOIRE DE CLEONICE



Les Makuxi, les Wapixana, les Ingarikó et les Taurepang vivent dans le nord du Brésil; ils affrontent les pires des violences faites aux Indiens du Brésil en luttant pour leur terre, Raposa/Serra do Sol, pourtant légalement reconnue. Plus d'une douzaine d'entre eux ont été tués, des centaines ont été battus et ont vu leurs maisons et leur bétail détruits par la police locale, les éleveurs et les colons qui s'opposaient à leur lutte.

Maria Cleonice Servino, une jeune Wapixana, décrit un incident typique, survenu quand la police militaire, appelée par un éleveur local, attaqua son village en 1987 : 'J'étais enceinte de trois mois. Douze camions de policiers arrivèrent. Ils cassaient tout et frappaient les gens. Ils cassèrent les côtes d'un de mes frères et jetèrent des femmes sur le sol, leurs enfants hurlaient et se cachaient sous les tables. Je suis restée debout. Alors un soldat s'approcha de moi et m'ordonna de me coucher, j'ai dit que je ne le ferai pas : "Je ne suis pas un chien à qui vous pouvez donner des ordres, je suis chez moi!" Il pleuvait, les enfants étaient couverts de boue. Ils jetèrent une table sur des hommes et les gens furent violemment entassés les uns sur les autres. Tout le monde pleurait, sauf moi, je ne sais pas pourquoi.

Le soldat me donna un coup dans l'estomac avec la crosse de son fusil. "Pourquoi ne me tuez-vous pas? Je suis enceinte de trois mois et si mon bébé meurt, ce sera de votre faute. Vous êtes peut-être le patron dans vos casernes mais ici les patrons, c'est nous." J'ai essayé de repousser le fusil avec la main et il a dit : "Tu y as échappé cette fois, mais la prochaine tu n'y échapperas pas".'

Dépossédés. Les Indiens du Brésil



'Je veux vous parler d'Urihi. Pour nous, cela signifie "notre endroit", "notre terre". Cet Urihi yanomami n'est pas à vendre, il n'a pas de prix. Il n'y a pas d'argent qui puisse payer la terre yanomami. Les Yanomami ont veillé sur cette terre bien avant que les hommes politiques n'arrivent. Nos communautés n'ont pas de documents écrits. Nos "papiers" sont nos pensées, nos croyances. Nos papiers sont très anciens, nous les avons bien avant que les Blancs n'arrivent et veuillent nous prendre notre Urihi. Nos pensées sont différentes des vôtres. Nous ne défrichons qu'un petit morceau de forêt pour travailler, pour planter; nous n'abattons pas les arbres pour les vendre. Nous abattons avec l'autorisation de la communauté. Nous plantons pour nourrir la communauté. Omame (le créateur) a donné Urihi à la communauté pour qu'elle y vive. C'est là que les Indiens sont nés. Nous voulons que notre Urihi soit respecté. Les Blancs ont introduit les maladies à Urihi, nous ont contaminés, ainsi que notre sang, nos vies. Nous avons déjà de la nourriture naturelle, nous n'avons donc pas besoin de détruire la forêt pour replanter. Nous avons besoin des arbres, des fruits, des cours d'eau, des montagnes pleines de vent, de la pluie et des oiseaux qui chantent. Nous avons besoin de tout cela... vivant.



La terre est comme un père parce qu'elle nous donne à manger. L'eau est comme une mère, quand vous avez soif, elle vous donne à boire. Urihi est comme un frère, un vrai frère qui nous donne l'énergie de grandir, qui donne à nos enfants et aux animaux, aux poissons, aux arbres l'énergie de grandir. La pluie tombe pour rafraîchir la terre, elle nous nettoie. Nous avons des racines. La démarcation de notre terre signifie nos racines qui sont enterrées dans notre terre. Nos racines sont très vieilles mais elles ne sont jamais mortes, c'est pour cela que nous avons des forêts, de la bonne terre et des minerais que les Blancs convoient, mais nous ne leur laisserons jamais. Souvenez-vous de nous, vous qui avez du poids. Vous êtes les seuls à avoir une force à l'extérieur. Les autorités vous critiquent parce que vous nous aidez, mais cela ne vous fait pas peur. Continuez à faire pression et à permettre ainsi aux Yanomami de vivre.'

Davi Yanomami aux membres de Survival, 1992

territoire d'un seul tenant. Mais des éleveurs, qui occupaient les terres indigènes, appuyés par des hommes politiques locaux, ont fait appel à la justice pour renverser la décision.

De telles réductions de terres indigènes sont invariablement présentées comme relevant 'de l'intérêt national', alors qu'elles sont plutôt motivées par les intérêts économiques de quelques puissants. Elles sont, à n'en pas douter, désastreuses pour les peuples indigènes concernés et de peu de profit pour la population dans son ensemble.

Arrêter de bafouer la législation internationale et reconnaître les droits indigènes de propriété à la terre serait la bonne réponse aux tentatives continuelles de réduire les terres indiennes et apporterait un début de réparation des violentes injustices subies par les Indiens depuis cinq cents ans. Partout dans le monde, seule la propriété de leurs terres offre aux indigènes une sécurité de long terme. La terre doit être collectivement possédée par le groupe tout entier ou par une communauté; les titres de propriété doivent être perpétuels et inaliénables. Moins que cela, par exemple attribuer des parcelles individuelles ou des titres qui peuvent être transférés ou vendus, entraîne inévitablement la fragmentation de la terre en incitant les gens, par intimidation, corruption ou abus, à se défaire de leurs parcelles. L'attribution de titres individuels a été effectuée, aux États-Unis et au Chili, en vue de détruire délibérément les communautés indiennes.

Bien que rien, évidemment, ne garantisse pleinement l'avenir de quelque peuple que ce soit, la propriété de la

terre est la meilleure protection que puissent attendre les Indiens du Brésil. Elle n'empêche pas, par elle-même, les tentatives d'invasion, les massacres ou la propagation de maladies contagieuses, mais elle offre aux Indiens l'outil légal de protection le plus efficace qui leur permet de garder le contrôle de leur propre territoire et de leur vie. Bien entendu, la vigilance et l'assistance médicale sont nécessaires. Mais s'assurer de la terre est un premier pas crucial et ne demande pas beaucoup d'argent, pas plus qu'il n'en faut actuellement pour la 'démarcation'. Les aires indigènes existantes pourraient facilement être requalifiées de 'propriétés indigènes' et là où il faut en créer de nouvelles, les financements internationaux déjà destinés aux projets indigènes pourraient être utilisés pour le cadastrage.

L'hostilité que soulève une telle proposition est telle que beaucoup de sympathisants de la cause indienne au Brésil craignent qu'elle ne déclenche un mouvement anti-indien. Une partie du problème réside justement dans le fait que ce qui est normal dans d'autres pays amazoniens est encore tabou au Brésil. Les Indiens n'ont aucune chance de posséder un jour leurs terres si le débat sur cette question n'est pas lancé au Brésil même.

Les groupes de pression anti-indiens au Brésil sont constitués par ceux qui trouvent leurs profits à l'exploitation des terres indigènes et se nourrissent du racisme profondément enraciné et répandu, selon lequel les Indiens sont inférieurs aux Blancs. Ces groupes s'opposent à la revendication de propriété indigène en déclarant qu'elle est un produit du complot ou de l'imagination des 'ennemis

'Cette terre que les Blancs appellent Brésil appartient aux Indiens. Vous l'avez envahie et en avez pris possession. Les Indiens qui en sont les vrais propriétaires n'ont droit à aucune parcelle... Les Indiens étaient les premiers habitants de cette terre. Nous n'avons pas envahi les terres des autres dans d'autres pays. Nous voulons seulement cette terre qui était à nous, qui nous appartient.'

Megaron  
Txukharramae,  
1981

du Brésil'. Ce raisonnement est, évidemment, entièrement faux : beaucoup de sympathisants des Indiens (et, dans cette affaire, de Survival International) sont brésiliens, certains sont des membres éminents du gouvernement ou de l'Église. La plupart d'entre eux soutiennent tranquillement la justesse de la revendication sur les terres indigènes, mais, dans l'ensemble du pays, le racisme est si invétéré que l'on peut craindre que la question ne soit jamais posée ouvertement.

Ce refus du Brésil de reconnaître les droits de propriété des Indiens est l'une des plus importantes violations des droits de l'homme dans le monde d'aujourd'hui. C'est un scandale qui génère d'innombrables souffrances. Il est temps que le gouvernement agisse, qu'il se conforme enfin à la loi, qu'il accorde enfin le droit de propriété aux rares Indiens qui ont survécu à ces 500 dernières années. Ce serait un pas décisif vers la fin du génocide des Indiens les plus vulnérables du Brésil, qui leur donnerait de réelles chances de survie.



'Je ne veux pas que, plus tard, mes petits-enfants disent que leur grand-père était fou. Je ne veux pas qu'ils disent que j'ai donné nos terres aux Brésiliens. Je veux que les générations suivantes disent que j'ai bien défendu notre terre. Si les Brésiliens s'établissent ici nous n'aurons plus rien à manger, le gibier disparaîtra, les Brésiliens le tueront en totalité. Ainsi il n'y aura plus de Wayãpi. Mais je ne le saurai pas, je ne serai pas vivant.'

Wai Wai, leader wayãpi



## ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT DU BRÉSIL

Si vous souhaitez vous solidariser avec les peuples indiens du Brésil, écrivez une lettre courtoise au président du Brésil, l'exhortant à reconnaître et à garantir leurs droits territoriaux conformément à la Constitution en vigueur. Vos lettres écrites en français – ou mieux en portugais – peuvent être très brèves. Les autorités brésiliennes sont extrêmement sensibles à la pression de l'opinion publique internationale – votre voix compte réellement.

Presidente da República  
Palácio do Planalto  
Praça dos Três Poderes  
70150-900, Brasilia DF  
Brésil

Dépossédés. Les Indiens du Brésil



Manifestation à  
Paris devant  
l'ambassade du  
Brésil, 2000.

# Agissez

## AIDEZ LES PEUPLES INDIENS DU BRÉSIL – SOUTENEZ L'APPEL DE SURVIVAL EN FAVEUR DES INDIENS 'DÉPOSSÉDÉS'

Au terme de plus d'un demi-siècle de conquête, les Indiens du Brésil devraient finalement voir leurs droits reconnus - leur droit à la vie, à la paix et à la sécurité, leur droit à la terre. Vous pouvez les y aider.

Les Indiens qui ont témoigné dans ce document ne recherchent pas nécessairement la sympathie ou la compassion du monde occidental tant ils se sentent lésés et dépossédés - et nombre d'entre eux restent encore extrêmement vulnérables. Ce dont ils ont réellement besoin, c'est le soutien de gens, comme vous et nous, qui relayent leur lutte dans le monde entier et qui s'assurent que leurs droits légitimes sont respectés. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est à travers Survival. Depuis plus de 33 ans, en effet, notre organisation travaille en étroite relation avec les communautés indigènes et a, dans de nombreux cas, mobilisé avec succès l'opinion publique internationale pour faire pression sur les gouvernements ou sur les compagnies multinationales afin de faire respecter leurs droits et protéger leurs terres. Nous sommes les seuls dans ce domaine - et nous avons besoin de votre aide. Si vous avez été sensible à ce que vous venez de lire, rejoignez notre organisation en nous retournant le bulletin ci-après. Il reste malheureusement de nombreux cas urgents à traiter au Brésil ou ailleurs dans le monde. Votre soutien fera toute la différence.

MERCI



# Survival

SURVIVAL EST UNE ORGANISATION MONDIALE DE SOUTIEN AUX PEUPLES INDIGENES. ELLE DÉFEND LEUR VOLONTÉ DE DÉCIDER DE LEUR PROPRE AVENIR ET LES AIDE À GARANTIR LEUR VIE, LEURS TERRES ET LEURS DROITS FONDAMENTAUX.

Aujourd'hui les peuples indigènes représentent une population d'environ trois cent cinquante millions de personnes dans le monde. La plupart d'entre eux sont persécutés sans relâche – inondés par des barrages, exterminés par les épidémies, expulsés par la déforestation, l'extraction minière et la colonisation.

Survival fut fondée à Londres en 1969, après le scandale que provoqua la publication dans le *Sunday Times* d'un article de Norman Lewis dénonçant les massacres, les spoliations et le génocide qui se déroulaient en Amazonie brésilienne. Depuis plus de trente ans, l'organisation s'efforce de défendre les droits des peuples indigènes du monde entier – de la Sibérie au Kalahari – et de les aider à résoudre leurs propres problèmes : problèmes qui, la plupart du temps, sont générés par des étrangers qui veulent s'emparer de leurs terres et de ses ressources.

Survival mène des campagnes pour le droit des peuples indigènes à posséder leurs propres terres et à déterminer librement leur avenir. Survival soutient leurs organisations et leur offre une plateforme pour exposer leur situation au monde entier. Survival combat le racisme et les discriminations auxquels sont confrontés ces peuples et démontre qu'ils sont loin d'être 'primitifs' – ce qui, à long terme, est la manière la plus efficace de faire changer les mentalités.

Survival n'accepte aucune aide financière des gouvernements. Ce sont ses membres et sympathisants du monde entier qui financent toute son activité et qui lui donnent ainsi une voix puissante et indépendante.



# Mondialisation et stratégies politiques autochtones



recherches  
amérindiennes  
au québec

Volume XXXI, n° 3, 2001

Faites parvenir votre commande accompagnée d'un chèque à :  
Recherches amérindiennes au Québec  
6742, rue Saint-Denis,  
Montréal, Québec, Canada H2S 2S2

Ce numéro	(31-3)	18,40 \$ (TTC)
Frais de port	(Canada)	3,50 \$
	(Étranger)	4,00 \$

Abonnement d'un an (3 numéros)  
(taxes et port incl.)

Étudiant	35 \$
Régulier	45 \$
(à l'étranger)	55 \$
Institution	55 \$
(à l'étranger)	65 \$

Abonnez-vous

Et consultez notre site Web  
[www.recherches-amerindiennes.qc.ca](http://www.recherches-amerindiennes.qc.ca)

.....  
Sous la direction d'Irène Bellier  
et de Dominique Legros

## INTRODUCTION

**Mondialisation et redéploiement  
des pratiques politiques autochtones :  
esquisses théoriques**  
*Irène Bellier et Dominique Legros*

## AU CŒUR DES NÉGOCIATIONS MONDIALES : ENTRETIENS AVEC DEUX LEADERS AUTOCHTONES

**Les peuples autochtones ont le droit  
de s'autodéterminer**

Entretien avec Kenneth Deer, représentant  
à l'ONU de la nation mohawk de Kahnawake  
*Dominique Legros et Pierre Trudel*

**Nous sommes là pour parler d'égal à égal**

Entretien avec Alexis Tiouka, coordonnateur  
de la Fédération des organisations  
amérindiennes de Guyane de 1996 à 2001  
*Irène Bellier et Gérard Collomb*

## L'ENTRÉE DES PEUPLES AUTOCHTONES SUR LA SCÈNE MONDIALE : ÉTUDES DE CAS

**La construction de nouveaux espaces  
politiques inuits à l'heure de la mondialisation**  
*Françoise Morin*

**De l'Indien à l'Indigène : l'internationalisation  
des luttes amérindiennes en Guyane et les  
enjeux de l'autochtonie**  
*Gérard Collomb*

**Associations amérindiennes et développe-  
ment durable en Amazonie brésilienne**  
*Bruce Albert*

**Le multiculturalisme à l'école : entre mythe  
et utopie**  
*Christian Gros*

**Les nouveaux défis des Cris de la Baie  
James à l'heure de la globalisation : Penser  
le politique au-delà du projet néo-libéral**  
*Jean Rousseau*

## AUTRE ARTICLE

**La rencontre de l'éthique bourgeoise et de  
l'éthique autochtone :  
Modernité, postmodernité et amérindianité**  
*Denys Delâge et Jean-Philippe Warren*

162  
avril/juin  
2002

# L'HOMME

Revue française d'anthropologie

Marc Augé Jean Bazin (1941-2001)  
Sur quelques années de navigation commune

## QUESTIONS DE MONNAIE

Stéphane Breton Présentation. Monnaie et économie des personnes

André Orléan La monnaie contre la marchandise

Richard Parmentier Money Walks, People Talk  
Systemic and Transactional Dimensions of Palauan Exchange

Denis Monnerie Monnaies de Mono-Alu  
Valeurs, discontinuités et continuités dans les objets  
et les relations sociales

Frederick H. Damon Kula Valuables  
The Problem of Value and the Production of Names

Brigitte Derlon L'intestinal et le matriciel  
Aux origines mythiques d'une "monnaie" mélanésienne

Pierre Pacaud *Le basina*: monnaie, parole, regard  
Principe de l'échange et reproduction sociale à Madagascar

Pamela J. Stewart & Andrew Strathern Transformations of  
Monetary Symbols in the Highlands of Papua New Guinea

Stéphane Breton Tuer, manger, payer. L'alliance monétaire des  
Wodani de Papouasie occidentale

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR  
LES ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES  
HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES  
SOCIALES

DIFFUSION Éditions du Seuil  
VENTE au numéro en librairie 18 €

RÉDACTION Laboratoire d'anthro-  
pologie sociale, 52 rue du Cardinal  
Lemoine, 75005 Paris

Tél. (33) 01 44 27 17 34  
Fax (33) 01 44 27 17 66  
e-mail L.Homme@ehes.fr



Frederick H. Damon • Denis Monnerie • Alain Caillé  
Sylvain Piron • Jean-Louis Siran • Jackie Assayag

## REMERCIEMENTS

Depuis plus de 30 ans, de nombreux Indiens et leurs organisations partagent leurs points de vue avec Survival et nous accueillent dans leur communauté. Ce rapport s'est largement inspiré d'eux. Ils sont bien trop nombreux pour être tous cités ici mais nous leur adressons notre reconnaissance. Survival souhaite également remercier les nombreuses personnes et organisations, au Brésil et ailleurs, qui ont partagé leurs sentiments et leurs informations au fil des années. Merci à tous les photographes qui ont généreusement fait don de leurs droits pour cette publication.

Merci enfin à Zé Karajá da Cunha, Clare Dixon, John Hemming, Telma Camargo Holanda, Lesley Anne Knight, Jan Smith et la CAFOD pour leur aide et leurs encouragements à la création de cette publication.

## ORGANISATIONS BRÉSILIENNES

Un annuaire des organisations indiennes du Brésil est publié et distribué gratuitement par MARI - le département d'éducation indigène de l'Université de São Paulo (grupioni@usp.br). Les organisations non-gouvernementales travaillant avec les Indiens du Brésil peuvent être contactées aux adresses électroniques et sites internet suivants :

**ANAI** Association nationale de soutien aux Indiens : [anai@lognet.com.br](mailto:anai@lognet.com.br)

**CCPY** Commission Pro-Yanomami : [www.uol.com.br/yanomami](http://www.uol.com.br/yanomami)

**CIMI** Conseil indigène missionnaire : [www.cimi.org.br](http://www.cimi.org.br)

**CPI** Commission Pro-Indienne, São Paulo : [cpisp@uol.com.br](mailto:cpisp@uol.com.br)

**CTI** Indigenous Advocacy Centre : [cti@dialdata.com.br](mailto:cti@dialdata.com.br)

**ISA** Institut socio-environnemental : [www.socioambiental.org](http://www.socioambiental.org)

**OPAN** Operation 'Native Amazon' : [opan@ax.apc.org](mailto:opan@ax.apc.org)

## CREDITS PHOTO

Couverture : jeune fille kayabi © CIMI; p. 5 : chamane yanomami © Claudia Andujar; pp. 6-7 : père et fils enawene nawe © Fiona Watson/Survival; p. 8 : homme arara © John Miles/Panos; p. 10 : © Eduardo Viveiros de Castro; p. 12 : © Charles Vincent/Survival; p. 13 : © Adrian Cowell/Hutchison Picture Library; p. 15 : © Fernando López/CIMI-Norte 1; p. 16 : © Jan Smith; p. 20 : © José Idoyaga/Survival; pp. 23-24 : © Royal Geographical Society Picture Library; p. 26 : © Sue Cunningham/SCP; p. 28 : © Philippe Erikson; pp. 36, 38 : © Erling Söderström/Survival; p. 39 : © Philippe Erikson; pp. 41, 42, 44, 46, 47 : © Fiona Watson/Survival; pp. 48, 51, 52-53, 56 : © Pedro Martinelli; pp. 59, 60-61 : © Pilly Cowell/Hutchison Picture Library; pp. 64, 66 : © Claude Lévi-Strauss; p. 67 : © Marcos Santilli/Panos Pictures; p. 70 : © Carlo Zacchini/CCPY; p. 72 : © Sue Cunningham/SCP; p. 75 : © Helen Dent/Survival; p. 76 : © CIMI/Survival; p. 78 : © Fiona Watson/Survival; pp. 80-81, 82 : © Adrian Cowell/Hutchison Picture Library; p. 83 : © Victor Englebert 1980/Survival; p. 84 : © João Ripper; p. 86-87 : © João Ripper; p. 88 : chamane araweté © Eduardo Viveiros de Castro; p. 91 : © Simon Rawles; pp. 92-93 : © João Ripper; p. 94 : © Victor Englebert 1980/Survival; pp. 96-97 : Yanomami © Claudia Andujar; p. 99 : © Victor Englebert 1980/Survival; p. 100 : © Fiona Watson/Survival; p. 103 : © Dominique Gallois/Survival; p. 104 : © Mario Ruggari/Survival; p. 107 : © Fiona Watson/Survival; p. 108 : Yanomami © Peter Frey/Survival; p. 109 : © Fiona Watson/Survival; p. 112 : © Alan Campbell/Survival; p. 113 : Yanomami © Alfredo Cedeño/Panos Pictures; p. 114 : © Survival; p. 121 : jeunes filles arara © John Miles/Panos Pictures.

Carte p. 19 : © 1993 Digital Wisdom, Inc.



### ETHNIES

***La question amérindienne en Guyane française***, sous la direction de Bruce Albert, Patrick Menget et Jean-Patrick Razon, n° 1-2, 1<sup>re</sup> édition : été 1985, 64 p., 2<sup>e</sup> édition : printemps 1988, épuisé.

***Papous, Kanak, Aborigènes***, sous la direction de Barbara Glowczewski, n° 3, automne 1985, 48 p., épuisé.

***Amérique centrale : les Indiens, la guerre et la paix***, sous la direction de Yvon Le Bot, n° 4-5, automne 1986, 64 p., épuisé. Version espagnole, juin 1988, épuisé.

***Touaregs, Pygmées, Bushmen***, sous la direction de Michel Adam, n° 6-7, automne 1987, 64 p., épuisé.

***Renaissance du Pacifique***, sous la direction de Jean-François Dupon et Murray Chapman, n° 8-9-10, version française (épuisée) et version anglaise, printemps 1989, 128 p., 14 €

***Brésil : Indiens et développement en Amazonie***, sous la direction de Bruce Albert, n° 11-12, printemps 1990, 148 p., 15 €

***La fiction et la feinte. Développement et peuples autochtones***, sous la direction de Dominique Perrot, n° 13, printemps 1991, 64 p., épuisé.

***Chroniques d'une conquête***, sous la direction de Bruce Albert, Simone Dreyfus-Gamelon, Jean-Patrick Razon, avant-propos de Claude Lévi-Strauss, n° 14, hiver 1992, 128 p., 12 €

***Terre d'asile, terre d'exil : l'Europe tzigane***, sous la direction de Patrick Williams, n° 15, automne 1993, 160 p., épuisé.

### ETHNIES-DOCUMENTS

***Feu maya. Le soulèvement au Chiapas***, sous la direction d'Aurore Monod, n° 16-17, hiver 1994, 320 p., épuisé.

***Chroniques kanak. L'ethnologie en marche***, par Alban Bensa, n° 18-19, hiver 1995, 352 p., 18 €

***Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué***, sous la direction de Hélène Claudot-Hawad et Hawad, n° 20-21, hiver 1996, 256 p. 18 €

***Repenser l'école. Témoignages et expériences éducatives en milieu autochtone***, sous la direction de Simone Dreyfus-Gamelon, Jean-Claude Monod et Jean-Patrick Razon, n° 22-23, hiver 1998, 203 p., 18 €

***Nature sauvage, nature sauvée. Écologie et peuples autochtones***, sous la direction de Jean-Claude Monod et Jean-Patrick Razon, n° 24-25, printemps 1999, 240 p., 18 €

***Un Tibet au Canada. La mort programmée des Innu***, Survival, n° 26, printemps 2000, 104 p. 12 €

***Voix africaines. Pasteurs nomades et chasseurs-cueilleurs en Afrique sub-saharienne***, Ethnies/IWGIA, n° 27, hiver 2001, 128 p., épuisé.

***Dépossédés. Les Indiens du Brésil***, Survival, n° 28, printemps 2002, 128 p. 12 €

# ETHNIES

## BON DE COMMANDE ET BULLETIN D'ABONNEMENT

### Commande au numéro (ajouter 2,50 € de port)

- |   |      |
|---|------|
| <input type="checkbox"/> 8-9-10 Renaissance du Pacifique                    | 14 € |
| <input type="checkbox"/> 11-12 Brésil. Indiens et développement en Amazonie | 15 € |
| <input type="checkbox"/> 14 Chroniques d'une conquête                       | 12 € |

### *Nouvelle série : Ethnies-documents*

- |   |      |
|---|------|
| <input type="checkbox"/> 18-19 Chroniques kanak. L'ethnologie en marche           | 18 € |
| <input type="checkbox"/> 20-21 Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué | 18 € |
| <input type="checkbox"/> 22-23 Repenser l'école. Témoignages et expériences...    | 18 € |
| <input type="checkbox"/> 24-25 Nature sauvage, nature sauvée. Écologie...         | 18 € |
| <input type="checkbox"/> 26 Un Tibet au Canada, la mort programmée des Innu       | 12 € |
| <input type="checkbox"/> 28 Dépossédés. Les Indiens du Brésil                     | 12 € |

### Abonnement pour 2 volumes (4 numéros) « Ethnies-documents » port inclus (par avion ajouter 7 €)

- |  |      |
|--|------|
| <input type="checkbox"/> Particulier           | 40 € |
| <input type="checkbox"/> Institution           | 46 € |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien | 80 € |

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code.....Ville.....Pays.....

*Ci-joint un chèque de : .....€ à l'ordre de Ethnies  
45 rue du Faubourg du Temple 75010 Paris*

## BRÉSIL

INDIENS ET DÉVELOPPEMENT EN AMAZONIE

*Ethnies* 11-12 Printemps 1990, 148 p. 15 €

Responsable éditorial : Bruce Albert

**A**u début des années 1980, le Brésil entamait un long processus de transition démocratique. Malgré les espoirs qui entourèrent l'avènement de cette « Nouvelle République », la politique indigéniste de son premier gouvernement présentait, au bout de cinq ans, un bilan dont les articles contenus dans ce recueil montrent qu'il n'avait, à bien des égards, rien à envier à ceux des administrations militaires qui l'avaient précédée.

La politique indigéniste brésilienne se caractérisait par un antagonisme entre les dispositions progressistes de la Constitution de 1988 et une politique arbitraire d'assimilation et d'expropriation imposée par les militaires de l'ex-Conseil de sécurité nationale dont la Fondation nationale de l'Indien, administration indigéniste alors à l'agonie, n'était plus que le maigre paravent administratif.

Face à la poussée du mouvement démocratique, les militaires brésiliens s'efforcèrent de pérenniser leur tutelle sur le développement amazonien afin d'ouvrir les dernières terres de la région aux intérêts privés. C'est à travers le choix politique entre l'un des termes de cette nouvelle alternative - approfondissement démocratique ou continuité de la tutelle militaire - que se définissait l'espace réservé à la question indigène dans la politique de développement amazonien du nouveau gouvernement brésilien.

Ce dossier s'ouvre sur quatre articles introductifs portant sur le mouvement indien, la Constitution de 1988, la situation des terres indiennes et le financement du développement amazonien. Les contributions qui suivent évaluent l'impact du modèle d'occupation économique de l'Amazonie brésilienne sur les sociétés indiennes à travers ses grands secteurs d'activité : exploitation minière, production hydro-électrique, grands projets agro-industriels, exploitation forestière. Les quatre articles qui clôturent ce recueil analysent le contexte géopolitique et le dispositif militaire dans lesquels s'inscrit la planification de ces réalisations économiques.

**Sommaire : Droits indigènes et développement** • Entretien avec Ailton Krenak • L'État, les Indiens et la nouvelle Constitution • Terres indiennes et frontière économique • La Banque mondiale en Amazonie **Intérêts miniers** • Compagnies minières et terres indiennes • Les Waimiri-Atroari et la compagnie Paranapanema : chronique d'une expropriation officielle • Guerre de l'or sur le Haut Rio Negro • Indiens et *garimpeiros* • L'or et la boue. Cosmologie et orpillage waiãpi • **Complexes hydroélectriques** • Peuples indigènes et développement hydroélectrique • Barrages du Xingu : l'État contre les sociétés indigènes **Grands projets agro-industriels** • Le programme Grand Carajas et la question indienne • Résistance gavião : d'une frontière l'autre • Le projet Polonoroeste et les Indiens • Dernier cercle : les Indiens isolés du Polonoroeste **Exploitation forestière** • Le pillage du bois des terres indiennes • Ka'apor : forêts en otage dans le Maranhão **Développement et géopolitique** • Projet Calha Norte : politique indigéniste et frontières nord-amazoniennes • Développement et sécurité nationale : les Yanomami face au projet Calha Norte • Pari Cachoeira : le laboratoire tukano du projet Calha Norte • Massacre d'Indiens dans le nord amazonien : les Tikuna et leur lutte pour la terre • Bibl., cartes, illustr.

# CHRONIQUES D'UNE CONQUÊTE

*Ethnies* 14, Hiver 1992, 128 p. 12 €

Responsables éditoriaux : Bruce Albert,  
Simone Dreyfus-Gamelon, Jean-Patrick Razon

“ **L**’Occident vient de célébrer le cinquième centenaire de la découverte du Nouveau Monde. Vu de l’autre bord, il fut plutôt celui de sa conquête et de son invasion.

On savait certes, mais en lisant les textes réunis dans ce numéro, on perçoit de façon plus incisive, que cette conquête ne constitue pas un événement auquel on peut assigner une date, qu’elle ne s’accomplit même pas dans le laps de quelques décennies. Depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle, elle a continué sans relâche, revêtant selon les temps et les lieux des aspects multiformes, qui, pour les peuples amérindiens, se traduisirent et se traduisent toujours par la destruction physique et morale, l’oppression politique, économique et religieuse.

Trois chapitres historiques, qui sont autant de coupes pratiquées dans la durée et dans l’espace, illustrent à la fois la généralité du phénomène et la diversité de ses manifestations. [...] D’autres textes font entendre la voix des Indiens : certains, ultimes témoins de l’agonie de leur peuple; d’autres réduits depuis longtemps au servage; d’autres encore relativement préservés jusqu’au milieu de notre siècle, et subissant depuis quelques décennies le choc de la conquête qui, dans des recoins isolés de l’Amérique tropicale, les avait miraculeusement épargnés. À des siècles d’écart, ce sont les événements tragiques du temps de la découverte qui se répètent; ou bien, transposée dans le Nouveau Monde, une sombre histoire que l’Ancien avait déjà vécue.” *Claude Lévi-Strauss (extrait de l’avant-propos)*

**Sommaire** : *Claude Lévi-Strauss* : Avant-propos • *Rigoberta Menchú* : Discours d’Oslo • *Luis Garibaldi Honte* et al : Vie et mort en Terre de Feu • *Tolamán Kenhiri* : La bible et le fusil • *Joseph H. Suina* : Laisse ton indien chez toi ! • *Asunta Mamani* : Passagers du monde • *Davi Kopenawa* : Fièvres de l’or • *Dan Katchongva* : L’arrivée d’une nouvelle race • *Oliberio Rumabajke* : Les fils de la hache • *Eulalia Yagari Gonzalez* : De quoi notre avenir sera-t-il fait ? • *Félix Tiouka* : Portraits d’une exposition • *Benny Bearskin* : Un Indien dans la ville • *Milton Guran* : Portfolio : regards en miroir • *Serge Gruzinski* : Images d’une conquête • *Simone Dreyfus-Gamelon* : Et Christophe Colomb vint... • *Emmanuel Desveaux* : Le génocide et l’amnésie ou les Indiens de Californie • *Yvon Le Bot* : Rigoberta, la communauté et l’universel.





CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER CHEZ CORLET, IMPRIMEUR, S. A.  
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU - N° D'IMPRIMEUR :  
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : J.-P. RAZON

On estime que cinq millions de personnes vivaient au Brésil lorsque les Européens y débarquèrent en 1500. Cinq siècles de massacres, de tortures, de maladies et d'exploitation ont eu raison de cette population indigène qui ne représente plus aujourd'hui que 7% de ce qu'elle était.

Les Indiens du Brésil constituent des sociétés très diverses, vivant dans des environnements aussi variés que des forêts tropicales humides, des savanes, des forêts d'épineux ou des déserts. Certains ne se distinguent guère de la masse des Brésiliens pauvres. Beaucoup – et parfois en dépit de contacts séculaires intenses – ont pu maintenir une identité distincte. D'autres n'ont aucun contact avec le monde extérieur; le Brésil est probablement le pays où les tribus 'isolées' sont plus nombreuses que partout ailleurs.

Le gouvernement brésilien a entrepris de procéder à la démarcation de toutes les terres indigènes à partir de 1993. Mais à l'heure actuelle, un tiers de ces terres ne l'est toujours pas et celles qui le sont ne bénéficient pas d'une protection efficace : ceux qui les envahissent illégalement – et parfois violemment – restent impunis.

Les Indiens récemment contactés risquent toujours l'anéantissement. Si néanmoins ils survivent, ils seront, comme par le passé, rapidement décimés. L'unique solution à long terme – la seule qui garantisse la sécurité des peuples indigènes – est que le gouvernement brésilien s'aligne sur le droit international et reconnaisse enfin la propriété des terres indigènes.

Ce document ne prétend pas donner une vision d'ensemble de la question indienne au Brésil. Il met l'accent sur un petit nombre de groupes, les plus isolés, les plus vulnérables, en exposant les dangers de leur situation. Il montre qu'ils affrontent un génocide – qui n'est plus intentionnel sans doute, mais qui est bien, de fait, un génocide – comme lors de l'arrivée des premiers Européens il y a cinq cents ans. Un crime aussi odieux ne peut pas être considéré comme 'une affaire intérieure' brésilienne, c'est un crime contre l'humanité – c'est-à-dire contre nous tous et donc l'affaire et la responsabilité de chacun d'entre nous.

